

L'enfant déchiré

Le coup de cœur d'un adolescent de dix-sept ans et demi met dans l'embarras les gouvernements d'Algérie et de Paris. Comme quarante-trois autres enfants de couples franco-algériens séparés, Sélim était venu rejoindre sa mère en France pour les vacances de Noël, étant entendu qu'il retournerait ensuite son père en Algérie. Un accord avait été conclu dans ce sens par deux médiateurs désignés. Mais, dans l'attente du retour, Sélim renquait à l'appel : l'adolescent est fermement décidé à rester en France. Il serait choquant - et d'ailleurs légalement impossible - de le forcer à regagner l'Algérie, même si les autres mères craignent que sa défection ne démontre un compromis laborieusement obtenu.

Cette affaire émuante démontre, une fois de plus, qu'un simple accord tacite entre gouvernements ne peut résoudre des conflits de ce genre. Une convention s'impose, à l'image de celles que la France a établies avec plusieurs autres pays. Cette convention est réclamée depuis des années, mais l'Algérie fait la sourde oreille, et on peut se demander si Paris a vraiment rien tout son poids dans la balance pour l'obtenir.

Il ne s'agit pas seulement, à vrai dire, d'un conflit entre États. Ce sont deux conceptions du droit et de la famille qui s'opposent. Les juges algériens n'ont pas exactement les mêmes soucis que leurs homologues français, quand il s'agit de trancher des affaires douloureuses, où au drame du divorce s'ajoute celui de la distance culturelle et géographique entre époux.

Il ne faut pas perdre de vue que ces pères ont souffert, eux aussi. Et qu'ils ont parfois décidé de partir avec leur enfant et de couper toute relation avec la mère parce qu'ils redoutaient que le droit de garde ne leur soit pas accordé. Dans la plupart des cas, en effet, c'est à la mère que l'enfant est confié, en dehors de toute question de nationalité. Mais cela n'excuse pas une attitude qui s'apparente à un arbitraire.

Les mariages entre Français et Algériens sont de plus en plus nombreux (près de deux mille cinq cents par an). Sans doute continueront-ils à se multiplier, malgré le drame public de ces enfants, déchirés entre deux parents, ballottés entre deux cultures. Mais l'attitude des pères ne sert certainement pas l'image des immigrés maghrébins en France. Ceux-ci ont déjà du mal à se faire accepter en cette période de chômage ; ils n'avaient pas besoin d'être montrés du doigt dans des affaires qui émeuvent et révoltent naturellement l'opinion française.

Le nouveau ministre algérien de l'intérieur, M. El Hadi Khediri, est apparemment conscient de ce mauvais effet. Souhaitons qu'il use de toute son influence pour faire avancer le dossier.

En tout état de cause, un enfant a le droit de rester en relation avec ses deux parents. Ce principe élémentaire devrait figurer dans la future Convention internationale sur les droits de l'enfant, réclamée - à juste titre - par plusieurs organisations humanitaires. Une convention qui serait plus contraignante pour les États que des déclarations, si généreuses fussent-elles...

(Lire nos informations page 28.)



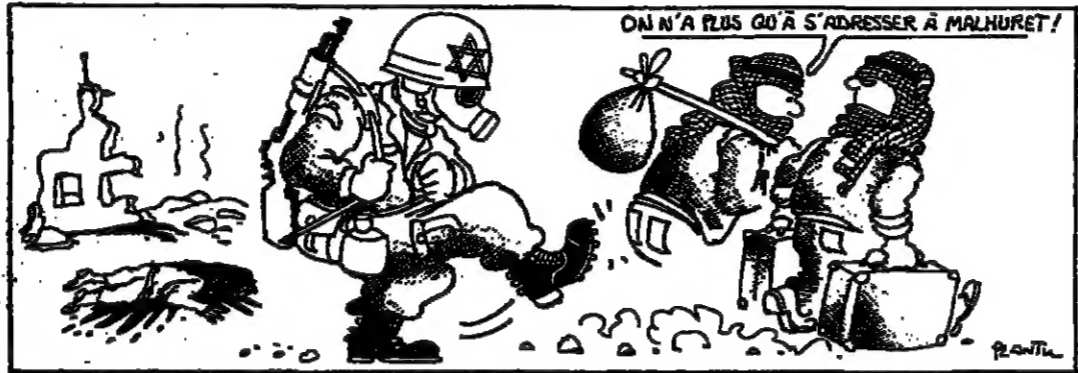
Les menaces d'expulsion contre des manifestants des territoires occupés

Les Etats-Unis votent au Conseil de sécurité une résolution sévère pour Israël

Pour la première fois depuis plus de cinq ans aux Nations unies, le gouvernement américain s'est associé, le mardi 5 janvier, à un vote hostile à Israël. Il a appuyé une résolution du Conseil de sécurité, adoptée à l'unanimité, qui demande à l'Etat hébreu de renoncer à son projet d'expulser neuf militants palestiniens des territoires occupés. Ce texte rappelle Israël aux obligations que lui impose, en

tant que puissance occupante, la convention de Genève de 1949 sur la protection des populations civiles en temps de guerre.

Il est très rare que les Etats-Unis prennent position contre Israël à l'ONU. Le dernier vote en ce sens remonte à septembre 1982: Washington avait alors voté une résolution du Conseil de sécurité dénonçant l'entrée des troupes israéliennes dans Beyrouth.



NEW-YORK (Nations unies) de notre correspondant

Réuni d'urgence à la demande de la Jordanie, le Conseil de sécurité a infligé, le mardi 5 janvier, une nouvelle et sévère défaite au gouvernement de Jérusalem en adoptant à l'unanimité une résolution

qui engage Israël à s'abstenir de déporter des civils palestiniens des territoires occupés. Présenté par le groupe non aligné du conseil, le texte réaffirme une fois de plus que la convention de Genève du 12 août 1949, relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, s'applique aux territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés par Israël depuis 1967, y compris Jérusalem, et demande de façon pressante à Israël, puissance occupante, de respecter les obligations que lui impose la convention.

CHARLES LESCAULT. (Lire la suite page 3.)

Le doute sur la candidature présidentielle

Les exercices de style de M. Mitterrand

Les cérémonies des vœux à l'Élysée se sont terminées le mardi 5 janvier. Devant la presse, le chef de l'Etat, harcelé de questions sur son éventuelle candidature à l'élection présidentielle, a continué d'entretenir le doute sur ses intentions.

« Que ceux qui croient qu'un homme politique est toujours insincère fassent crédit. Éliminez la notion de jeu ou de calcul. » M. Mitterrand le demande sur un ton grave, avec un tel accent de sincérité qu'on ne voit pas pour-

quoi la requête serait repoussée. Cette demande et la réponse concernent les interrogations incessantes sur ses intentions pour l'élection présidentielle les 24 avril et 8 mai prochains. Sera-t-il ou non candidat ? La question n'est pas qu'un jeu. Les refus de réponse - une phrase en avant, deux phrases en arrière et la quatrième suspendue en l'air - non plus.

On comprend bien que M. Mitterrand ne veuille pas se prononcer trop tôt afin de n'être pas dépourvu, quel que soit le cas de figure, de ses attributs prési-

dentiels à la manière du « citoyen candidat » Giscard d'Estaing, fin 1980-début 1981. Cela a été souvent expliqué. Mais la démocratie a ses exigences et les électeurs des droits. Quel citoyen soucieux de l'avenir de son pays n'est pas curieux de connaître, suffisamment à l'avance, la nature des bulletins de vote qui lui seront proposés ainsi que la signification qu'ils prendront. Qui, à quatre mois et demi de l'échéance, est candidat, pour quoi faire et avec qui ?

JEAN-YVES L'HOMEAU. (Lire la suite page 9.)

Le rapport de la commission créée par M. Valade

Des « collèges universitaires » pour les étudiants du premier cycle

M. Jacques Valade, ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, fera connaître, le jeudi 7 janvier, les propositions qu'il retient du rapport de la commission Demain, l'université. Ce document préconise la création de collèges universitaires rassemblant le premier cycle, qui accueilleraient tous les étudiants, mais distingueraient les formations courtes à caractère professionnel des formations préparant aux études longues. Le rapport propose de donner plus d'autonomie aux universités.

(Lire page 21 l'article de Gérard Courtois.)

Nette remontée du dollar

La devise américaine a franchi à nouveau la barre des 5,50 francs

Emprunt public soviétique

Pour la première fois depuis soixante-dix ans, l'URSS fait appel au marché financier international

M. Honecker à Paris

Première visite en France d'un chef d'Etat est-allemand

Grève à Air Inter

Du lundi 11 au vendredi 15 janvier

Financement des partis politiques

Des députés RPR s'indignent de la « suspicion » pesant sur le patrimoine des élus

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

Le Théâtre national de la Colline

Situé dans le quartier de Ménilmontant, le Théâtre national de la Colline, première salle construite à Paris depuis des dizaines d'années, sera officiellement inauguré le jeudi 7 janvier. Jorge Lavelli, qui en est le directeur, a choisi de consacrer son répertoire aux auteurs du vingtième siècle. Premier spectacle : le Public, de Federico Garcia Lorca.

Pages 11 à 14

Le sommaire complet se trouve en page 28

L'ENQUÊTE : images d'une Chine communiste saisie par la consommation

Les mille et un trafics de Pékin

La renaissance du petit commerce privé est l'une des caractéristiques les plus marquantes de la réforme économique en Chine. Boutiques en plein air, petits trafics plus ou moins tolérés, essor du tourisme, sont aussi des manifestations tangibles du renouveau de l'individualisme chinois.

PÉKIN de notre correspondant

Toutes les heures, comme si rien n'avait changé depuis la révolution culturelle, le carillon tonitruant de la poste centrale de Pékin fait retentir les premières notes de l'hymne maoïste. « L'Orient est rouge ». Non loin, dans la résidence Zhongnanhai, ancienne dépendance de la Cité interdite où siègent les plus hautes instances du Parti communiste, l'écho du carillon vibre pour les quelques dirigeants qui y vivent encore, comme le rappel majestueux d'une évidence rassurante.

Presque partout ailleurs dans la ville, force est de constater que

l'Orient est, en réalité, de moins en moins « rouge ». Pékin - jadis Pékin la Pure, Pékin la Fièvre - a renoué longtemps avant de se mettre à l'heure d'un relâchement complet de l'austérité économique socialiste. Aujourd'hui, les Pékinois mettent les bouchées doubles pour rattraper ceux qui, ailleurs en Chine, avaient pris de l'avance dans ce domaine. Du fait de la présence du gouvernement, l'évangile socialiste est toujours omniprésent à la télévision, dans les journaux. Mais, dans la vie quotidienne, dans les rues, c'est tout autre chose.

A commencer par cette question : « Hello, change money ? ». Il n'aura fallu que quelques années pour que cette offre, le plus naturellement du monde, soit proférée à nouveau à tous les coins de rue des quartiers commerçants de Pékin, après plus de trente ans d'une surveillance policière omniprésente. Ils sont des dizaines aujourd'hui à traquer l'étranger, en quête d'une transaction illicite de devises.

Il n'aura pas fallu longtemps non plus, après le lancement des réformes en milieu urbain, en 1982, pour que renaisse à grande

échelle le petit commerce prolifère des rues qui faisait de Pékin, avant l'avènement du communisme, une ville méridionale malgré son climat continental. La capitale regorge à présent de petits marchés privés. On n'y trouve pas encore de tout, loin s'en faut. Mais on y trouve, avant tout, ce qui manquait le plus aux Pékinois : le manger et le vêtir libres.

Des centaines de « décrochements » offrent des copies locales d'habités à la dernière mode de Hongkong ou de Taiwan : blouses, chandails chatoyants, anoraks de textiles synthétiques modernes, ensembles de cuir, chapeaux, bottes de cheval. Tout ce qui rappelle l'uniforme des années du maoïsme se porte mal.

Avec la liberté du commerce de détail, la criée a refait son apparition, remplaçant agréablement dans l'univers sonore pékinois le klaxon, désormais interdit, des véhicules. L'un vante la qualité de son approvisionnement en blousons seyant, tandis que son voisin hurle la saveur de ses brochettes de mouton cuites au feu de bois.

FRANCIS DERON. (Lire la suite page 6.)

MINUTE

- 14
- 15
- 16
- 17
- 18
- 19
- 20
- 21
- 22
- 23
- 24
- 25

Le coup de cœur d'un adolescent de dix-sept ans et demi met dans l'embarras les gouvernements d'Algérie et de Paris. Comme quarante-trois autres enfants de couples franco-algériens séparés, Sélim était venu rejoindre sa mère en France pour les vacances de Noël, étant entendu qu'il retournerait ensuite son père en Algérie. Un accord avait été conclu dans ce sens par deux médiateurs désignés. Mais, dans l'attente du retour, Sélim renquait à l'appel : l'adolescent est fermement décidé à rester en France. Il serait choquant - et d'ailleurs légalement impossible - de le forcer à regagner l'Algérie, même si les autres mères craignent que sa défection ne démontre un compromis laborieusement obtenu.

Cette affaire émuante démontre, une fois de plus, qu'un simple accord tacite entre gouvernements ne peut résoudre des conflits de ce genre. Une convention s'impose, à l'image de celles que la France a établies avec plusieurs autres pays. Cette convention est réclamée depuis des années, mais l'Algérie fait la sourde oreille, et on peut se demander si Paris a vraiment rien tout son poids dans la balance pour l'obtenir.

Il ne s'agit pas seulement, à vrai dire, d'un conflit entre États. Ce sont deux conceptions du droit et de la famille qui s'opposent. Les juges algériens n'ont pas exactement les mêmes soucis que leurs homologues français, quand il s'agit de trancher des affaires douloureuses, où au drame du divorce s'ajoute celui de la distance culturelle et géographique entre époux.

Il ne faut pas perdre de vue que ces pères ont souffert, eux aussi. Et qu'ils ont parfois décidé de partir avec leur enfant et de couper toute relation avec la mère parce qu'ils redoutaient que le droit de garde ne leur soit pas accordé. Dans la plupart des cas, en effet, c'est à la mère que l'enfant est confié, en dehors de toute question de nationalité. Mais cela n'excuse pas une attitude qui s'apparente à un arbitraire.

Les mariages entre Français et Algériens sont de plus en plus nombreux (près de deux mille cinq cents par an). Sans doute continueront-ils à se multiplier, malgré le drame public de ces enfants, déchirés entre deux parents, ballottés entre deux cultures. Mais l'attitude des pères ne sert certainement pas l'image des immigrés maghrébins en France. Ceux-ci ont déjà du mal à se faire accepter en cette période de chômage ; ils n'avaient pas besoin d'être montrés du doigt dans des affaires qui émeuvent et révoltent naturellement l'opinion française.

Le nouveau ministre algérien de l'intérieur, M. El Hadi Khediri, est apparemment conscient de ce mauvais effet. Souhaitons qu'il use de toute son influence pour faire avancer le dossier.

En tout état de cause, un enfant a le droit de rester en relation avec ses deux parents. Ce principe élémentaire devrait figurer dans la future Convention internationale sur les droits de l'enfant, réclamée - à juste titre - par plusieurs organisations humanitaires. Une convention qui serait plus contraignante pour les États que des déclarations, si généreuses fussent-elles...

(Lire nos informations page 28.)

M 0147 - 01070 - 4,50 F

3790147004500 01070

RODI

OFFREZ-VOUS

MARCEL LASSA

SOLDES

صكنا من الاصل

سكزا من الامل

Débats

L'islam en marche

« Ecoute, homme blanc »

par RENÉ SERVOISE (*)

Si tous les otages étaient rendus, si les navires circulaient librement dans le Golfe, si l'ayatollah et le colonel étaient rappelés à Dieu, quel soulagement à Washington et à Jérusalem, à Paris et à Londres ! Et à Moscou... Or rien ne serait réglé.

Ruhollah Khomeiny et Mohamed Al Kadhafi sont des révélateurs beaucoup plus que des inspirateurs. Interprètes d'un mouvement appelé à leur survie, ils sont portés par une vague beaucoup plus qu'ils n'ont contribué à la crise.

L'Occident se refuse à prendre les dimensions véritables du conflit, pressant ce qu'il en mesure l'importance, il serait contraint de remettre en cause son hégémonie. Hier, un débarquement de « marines » sur les côtes de Tripoli constituait la solution. Aujourd'hui, porté par une de ces immenses lames de fond qui, périodiquement, le soulèvent, l'islam connaît un renouveau né des profondeurs de son être. Mais il y a davantage : de nos jours, il est nourri par les ressentiments des peuples protestataires. Aussi les aspirations religieuses et les insatisfactions matérielles sont-elles étroitement mêlées. Elles se conjuguent parfois avec l'iniquité de l'avenir.

De l'Atlantique au Pacifique (du Maroc à l'Indonésie) ; du nord au Sud (des Républiques islamiques d'URSS à l'Afrique noire), c'est le défilé de l'islam. Islam imposant par le nombre (mille millions de fidèles) et plus encore par la formidable simplicité de sa doctrine « Obéir à la volonté de Dieu et contraindre les infidèles à lui

obéir. » Islam jeune, par la composition de sa population croissante, alors que l'Occident, qui « a éteint ses fils dans son lit », vieillit sans se renouveler. Islam recevant un concours décisif de ses femmes, effrayées par la société vers laquelle l'entraîne l'amoralité occidentale, mortelle aux faibles. Islam qui, comme tout mouvement, ne peut réussir que s'il fait face à un opposant qui le grandisse. Or il l'a trouvé dans l'Occident, et, confondant son propre combat avec les aspirations du tiers-monde, il le transforme pour en faire le combat du siècle.

Seul l'Occident pouvait permettre à l'islam et de s'unir et de réunir. Pourquoi ? C'est que l'Occident, ayant consommé sa rupture avec l'Eternel, est un scandale pour les croyants du monde entier. Il affirme de plus en plus sa véritable nature. « L'Occidental est athée dans le fond » (Alain). L'Oriental, lui, est religieux et refuse la désacralisation de l'univers et la perçoit comme une mutilation. Aussi, la liquidation des empires coloniaux, se poursuit-elle de nos jours. Voici la deuxième phase : l'éradication de l'héritage moral légué par l'Occident, dénoncé pour sa domination culturelle et son exploitation économique. Voici la cause générale. Le détonateur particulier ? Les centaines de milliers de réfugiés fuyant les camps de Palestiniens, hier parqués dans des camps de réfugiés, et aujourd'hui égarés dans des bidonvilles et dans les universités, des centaines de milliers de Julian Sorel — dont les esprits incultes ou formés aux disciplines occidentales (mais dont les coeurs ne sont point fermés aux appels mystiques) — rongent leur frein. Le marxisme leur offre une explication simplifiée de leur misère et de leur sous-développement. Et les voici spirituellement mobilisés, matériellement motivés et intellectuellement armés. Bref, ils en veulent et nous en voulent.

Après des décennies, sinon des siècles, de sommeil et parfois de soumission, voici venir le temps de la revanche et souvent de l'enivrement, si même, dans cette coalition hétérogène, les ambitions s'opposent et les dogmes rivalisent. Dans des pays où il y a le soleil ou l'ombre, le croyant ou l'infidèle, la vision est simple : tout est blanc ou noir. La bien ou le mal s'incarnent en des personnes. Il y a Dieu ou Satan. Dans les bidonvilles et dans les universités, des centaines de milliers de Julian Sorel — dont les esprits incultes ou formés aux disciplines occidentales (mais dont les coeurs ne sont point fermés aux appels mystiques) — rongent leur frein. Le marxisme leur offre une explication simplifiée de leur misère et de leur sous-développement. Et les voici spirituellement mobilisés, matériellement motivés et intellectuellement armés. Bref, ils en veulent et nous en voulent.

Après des décennies, sinon des siècles, de sommeil et parfois de soumission, voici venir le temps de la revanche et souvent de l'enivrement, si même, dans cette coalition hétérogène, les ambitions s'opposent et les dogmes rivalisent. Dans des pays où il y a le soleil ou l'ombre, le croyant ou l'infidèle, la vision est simple : tout est blanc ou noir. La bien ou le mal s'incarnent en des personnes. Il y a Dieu ou Satan. Dans les bidonvilles et dans les universités, des centaines de milliers de Julian Sorel — dont les esprits incultes ou formés aux disciplines occidentales (mais dont les coeurs ne sont point fermés aux appels mystiques) — rongent leur frein. Le marxisme leur offre une explication simplifiée de leur misère et de leur sous-développement. Et les voici spirituellement mobilisés, matériellement motivés et intellectuellement armés. Bref, ils en veulent et nous en voulent.

Après des décennies, sinon des siècles, de sommeil et parfois de soumission, voici venir le temps de la revanche et souvent de l'enivrement, si même, dans cette coalition hétérogène, les ambitions s'opposent et les dogmes rivalisent. Dans des pays où il y a le soleil ou l'ombre, le croyant ou l'infidèle, la vision est simple : tout est blanc ou noir. La bien ou le mal s'incarnent en des personnes. Il y a Dieu ou Satan. Dans les bidonvilles et dans les universités, des centaines de milliers de Julian Sorel — dont les esprits incultes ou formés aux disciplines occidentales (mais dont les coeurs ne sont point fermés aux appels mystiques) — rongent leur frein. Le marxisme leur offre une explication simplifiée de leur misère et de leur sous-développement. Et les voici spirituellement mobilisés, matériellement motivés et intellectuellement armés. Bref, ils en veulent et nous en voulent.

Après des décennies, sinon des siècles, de sommeil et parfois de soumission, voici venir le temps de la revanche et souvent de l'enivrement, si même, dans cette coalition hétérogène, les ambitions s'opposent et les dogmes rivalisent. Dans des pays où il y a le soleil ou l'ombre, le croyant ou l'infidèle, la vision est simple : tout est blanc ou noir. La bien ou le mal s'incarnent en des personnes. Il y a Dieu ou Satan. Dans les bidonvilles et dans les universités, des centaines de milliers de Julian Sorel — dont les esprits incultes ou formés aux disciplines occidentales (mais dont les coeurs ne sont point fermés aux appels mystiques) — rongent leur frein. Le marxisme leur offre une explication simplifiée de leur misère et de leur sous-développement. Et les voici spirituellement mobilisés, matériellement motivés et intellectuellement armés. Bref, ils en veulent et nous en voulent.

Après des décennies, sinon des siècles, de sommeil et parfois de soumission, voici venir le temps de la revanche et souvent de l'enivrement, si même, dans cette coalition hétérogène, les ambitions s'opposent et les dogmes rivalisent. Dans des pays où il y a le soleil ou l'ombre, le croyant ou l'infidèle, la vision est simple : tout est blanc ou noir. La bien ou le mal s'incarnent en des personnes. Il y a Dieu ou Satan. Dans les bidonvilles et dans les universités, des centaines de milliers de Julian Sorel — dont les esprits incultes ou formés aux disciplines occidentales (mais dont les coeurs ne sont point fermés aux appels mystiques) — rongent leur frein. Le marxisme leur offre une explication simplifiée de leur misère et de leur sous-développement. Et les voici spirituellement mobilisés, matériellement motivés et intellectuellement armés. Bref, ils en veulent et nous en voulent.

Réponse à Lionel Jospin

Les gesticulations du PS sur la défense

par FRANÇOIS FILLON (*)

Le principal intérêt du long article de Lionel Jospin sur la dissuasion paru dans le Monde du 5 décembre réside dans la confirmation de l'incapacité des socialistes à définir une politique claire et stable de défense pour la France.

Cette incapacité n'est pas nouvelle. Personne n'a oublié les arguments que développait François Mitterrand dans les années 60, quand la France adoptait, sous l'autorité du général de Gaulle, la dissuasion nucléaire. L'encontre de ce qu'il qualifiait « un entêtement de vieillard ».

Arguments moraux : « On n'organise pas la paix quand (...) on refuse la cessation des expériences nucléaires (...) et le désarmement contre la course folle à la bombe atomique. »

Arguments d'ordre social : donner « la priorité à la bombe atomique contre l'éducation nationale » est inacceptable.

Arguments militaires : il n'y a pas de dissuasion pour « un pays de moyenne superficie géographique, de moyenne population, de moyenne production ».

D'autant qu'existaient à ses yeux une autre politique donnant toute satisfaction : le système atlantique, avec intégration des forces européennes sous commandement américain ; justifiant la censure qu'il déposait contre le gouvernement Pompidou coupable de « quitter le bloc militaire atlantique », bloc qui adoptait pourtant la doctrine de la riposte graduée et l'emploi massif des armes nucléaires tactiques en cas d'agression soviétique !

Quinze années auront été nécessaires aux socialistes pour accepter la doctrine de la dissuasion nucléaire.

Et encore, cette étape franchie, ont-ils alors fait leurs positions les plus extrêmes de la sanctuarisation, du neutralisme, de la doctrine du tout ou rien. Condamnant dans leur projet pour les années 80 « l'armée conventionnelle » au motif que « sa vocation semble n'être que de fournir l'aliment d'une bataille en Europe » ou ironisant par la voix de son premier secrétaire d'alors, François Mitterrand, et disant de l'arme à neutrons : « A qui sert-elle ?... de deux choses l'une : ou bien nous irons chercher l'ennemi hors du sanctuaire, ou bien nous attendrons qu'il touche à nos frontières, et le bruit de la bombe à neutrons se perdra dans le fracas de la guerre totale. »

L'exercice du pouvoir va les contraindre à plus de réalisme. Même s'ils ne peuvent renoncer à des gesticulations sans intérêt ; réorganisation en rien justifiée qui bouleverse la première armée ; constitution de la force d'action rapide (mobilisation dérisoire d'énergie à propos de l'arme nucléaire tactique qui devient par la magie des mois « préstratégique » ; abandon du satellite militaire d'observation, annulation de la fusée sol-sol inscrite en 1983

dans la loi de programmation ou report du développement du système M3 pour le nouveau sous-marin lance-missiles.

Aussi quand Lionel Jospin reproche au gouvernement « un immobilisme de la pensée », là où il y a pérennité d'une doctrine et maintien des moyens, peut-on lui opposer un éparpillement et une méconnaissance justifiant la plus grande prudence dans l'examen des propositions socialistes ?

Envisager la diminution de nos armes nucléaires stratégiques si les Deux Grands rumenaient les leurs au nombre de mille ? Peut-être ! Mais s'abandonner à l'éventuelle diminution de moitié de leurs arsenaux intercontinentaux. Et assurons-nous que l'un et l'autre aient bien abandonné leurs recherches dans le domaine de la « guerre des étoiles ». Il sera temps alors de penser à nous associer à un processus qui, au stade actuel, ne nous concerne en aucune façon.

Un procès électoraliste

Condamner toute bataille nucléaire limitée et prolongée en Europe qui aurait pour effet la vérification des amis et des alliés pour arrêter l'agresseur sur leur sol ? Qui s'y opposerait ? Mais Lionel Jospin cherche-t-il à faire la leçon à un chef d'Etat qui réunit désormais tout argument moral, considérant qu'il n'y a pas de guerre douce, « que « l'horreur accompagne la marche des sociétés depuis l'origine » et justifie l'éventualité de l'adoption de l'arme à neutrons ?

Limiter les armements classiques ? Bien sûr ! Mais la France qui dispose d'un milliard de chars face aux quarante ou cinquante mille chars soviétiques est-elle d'emblée concernée ?

Conforter la défense de notre continent ? Assurément ! Mais sans oublier que c'est le général de Gaulle qui en manifesta le premier la volonté, que l'émergence d'un pilier européen ne pourrait s'envisager en l'absence de l'arme nucléaire française et qu'aucun gouvernement n'a autant fait en peu de temps en faveur de la défense de l'Europe que celui de Jacques Chirac.

En réalité, Lionel Jospin est plus soucieux de faire, sans raison sinon électoraliste, un procès à l'actuelle majorité, que d'apporter des propositions véritablement constructives en faveur de la sécurité de notre continent.

Dans l'intérêt de notre pays, il devrait plutôt faire sienne les sages considérations du premier ministre : exclure un sujet aussi essentiel que celui de notre défense « des polémiques qui ne seraient justifiées que pour des raisons politiciennes ».

(*) Président de la commission de la défense à l'Assemblée nationale, député RPR de la Sarthe.

Au courrier du Monde

ISRAËL

Normal ?

Dans l'entretien publié dans le Monde du mardi 28 décembre, M. le grand rabbin de France déclare qu'il est normal à que la communauté juive française interroge « les candidats à la présidence de la République... sur leur attitude à l'égard d'Israël ».

Est-ce vraiment normal ?
JEAN DAIGLE
Fontenay-aux-Roses
(Hauts-de-Seine).

INTOXICATION

Suicide et médicaments

J'ai pris connaissance du « Point de vue » d'Alain Moreau, éditeur du livre *Suicide, mode d'emploi*, dans votre numéro du 12 décembre, et quoi qu'il m'en coûte d'évoquer un événement extrêmement douloureux, je ne puis le laisser passer sans réagir. Il prétend que « l'intoxication médicamenteuse permet le mieux, en raison du délai de plusieurs heures entre le geste suicidaire et la mort, les revirements du suicidant et les réanimations autoritaires. Autrement dit, la censure par la loi de Suicide, mode

d'emploi, où seul était traité le suicide par ingestion de médicaments, fait perdre à nombre de suicidants une chance de survie ».

Or que lit-on à la page 221 de ce livre (3^e édition) ? « On doit être sûr d'au moins une journée de tranquillité. Plus la découverte est tardive, plus minces sont les risques de réanimation. » Vous avez bien lu : la « chance de survie » évoquée, la main sur le cœur, par M. Moreau fait place aux « risques de réanimation » encourus par le candidat au suicide qui n'aurait pas pris soin, par exemple, de payer une chambre d'hôtel deux jours d'avance et de « prévenir l'hôtelier qu'on ne veut pas être dérangé ».

Voici ce qu'on donne pour ma fille (ce sont les titres du paragraphe) : stagiaire du CAPES, elle venait d'apprendre sa première nomination de titulaire à Metz, et elle s'était sentie exilée de son Midi natal ; mais surtout, nous l'avons apprise depuis, cela avait coïncidé avec une crise dans ses relations avec un jeune Américain rencontré l'année précédente. En somme, des problèmes comme en connaissent les jeunes de tous les pays et de toutes les époques. Mais elle a rencontré ce livre, retrouvé à son chevet, dont elle a suivi les conseils à la lettre, y compris le plus décisif, celui du délai de deux jours : elle a choisi le week-end de Pentecôte 1984...

J. CARCANAQUE
(Paris).

PRESSION

Pour un lobby du troisième âge ?

Maintien à domicile des personnes âgées ? Bien sûr, mais ne soyons pas trop idéologiques. A Toulouse, nous avons créé une association. Départ 3^e âge, qui propose aux retraités, sur simple appel téléphonique, un service de dépannage, de petit bricolage et de portage de courses. Par respect de la loi 1901 sur les associations non lucratives, ces interventions sont facturées au prix coûtant. C'est-à-dire à 30 F l'heure, déplacement compris. Ce service est indispensable. Pour rester chez soi, il faut que les petites pannes « normales » (ampoules grillées, robinet qui fuit) ne deviennent pas angossantes ou dangereuses. En outre, de nombreuses personnes âgées souhaitent améliorer leur intérieur : déplacer un meuble, changer de rideaux, poser une étagère. Nous leur permettons.

Notre association a créé deux emplois : un technicien, une secrétaire. Mais pour tenir les prix, il faut des conventions avec les caisses

LE MONDE
diplomatique

Janvier 1988

ÉCONOMIE
COMMENT FONCTIONNE
LE SYSTEME MONÉTAIRE EUROPÉEN

L'Europe monétaire est indispensable à un nouvel ordre international. Elle est cependant loin d'être une réalité. Aucune avancée décisive n'a été faite depuis la création du système monétaire européen. Bien plus, il est devenu un frein. Le Monde diplomatique analyse les effets pervers du SME et montre pourquoi il fonctionne aujourd'hui comme une « zone mark ».

PAYS DE L'EST
LES ÉCHANGES COMMERCIAUX

Les pays de l'Europe de l'Est sont aux prises avec des tensions internes qui coincident avec l'engagement de l'URSS dans une ère de réformes. Ils ont devoir moderniser leur économie et développer les échanges avec l'Occident. Quelles sont les implications de cette nouvelle orientation ? Comment cette évolution est-elle possible ?

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1946-1969), Jacques Fauret (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Bonne-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Weiss.

Rédacteur en chef : Daniel Verneil.

Correspondant en chef : Claude Sales.

ABONNEMENTS
BP 507 69
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

1 mois	6 mois	9 mois	12 mois
354 F	672 F	954 F	1 200 F

FRANCE

TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

L. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE 594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : pas abonnés sans lettre à former leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

ABONNEMENTS PAR MINITEL
36-15 - Tappez LEMONDE, code d'accès ABO
365 jours par an, 24 heures sur 24.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

Etranger

La répression dans les territoires occupés et les réactions internationales

Jérusalem rejette les « conseils non sollicités » venus de l'étranger

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« C'est un cercle vicieux, écrit le quotidien Maariv : des soldats sont attaqués à coups de pierres, ils répondent avec des balles en plastique, des grenades lacrymogènes, en poursuivant leurs assauts, en les arrêtant et, occasionnellement, en utilisant leurs armes. »

Et la scène s'est encore reproduite mardi 5 janvier, cette fois dans l'extrême sud de la bande de Gaza, dans la ville de Khan-Younis, où un Palestinien a été tué par l'armée. Le scénario est inchangé depuis le 9 décembre. Plusieurs manifestations s'étaient formées dans le camp de réfugiés de la ville, aux abords des mosquées; les manifestants entendaient apparemment protester contre les mesures de renforcement prises à l'encontre de neuf Palestiniens.

Des barrages de pneus ont été disposés sur les routes, des pierres lancées contre les forces de sécurité. Selon un communiqué militaire, un soldat d'une patrouille a été blessé au visage. Pour disperser les manifestants, un officier ordonna le feu après que les gaz lacrymogènes, les balles en plastique et les canons à eau eurent été utilisés. Un Palestinien fut tué par les tirs et au moins huit autres blessés.

Immédiatement, les commerçants fermèrent leurs boutiques, tandis que les troubles s'étendaient dans tout le territoire, notamment dans les villes de Gaza et de Rafah. Des heurts avec les forces de l'ordre eurent lieu jusque tard dans la soirée, au cours desquels quatre autres soldats israéliens furent légèrement blessés.

Dès que furent connus les troubles de Gaza, les manifestations gagnèrent la Cisjordanie, des accrochages sporadiques eurent lieu à et à Ramallah, dans le camp de Kalandia, près de Jérusalem, à Kalyat et à Tulkarem, notamment. Il s'agissait souvent d'incidents mineurs, très localisés, sans commune mesure avec ceux des semaines précédentes. Mais ils suffirent à entretenir le climat de tension que rien ne semble devoir dissiper depuis près d'un mois.

Les habitants des territoires attribuent ce regain de tension à des

réactions spontanées de colère, suscitées notamment par la décision du gouvernement d'expulser neuf Palestiniens. Les autorités, comme l'a répété ce week-end M. Pèrès, ministre des affaires étrangères, font une autre analyse. Elles estiment que les militants de l'OLP, après avoir été « surpris » par le déclenchement de cette vague de violences, tentent aujourd'hui de l'entretenir. L'organisation palestinienne, dit-on de même source, est évidemment consciente des points qui sont ainsi marqués aux dépens d'Israël dans l'opinion internationale — et particulièrement aux Etats-Unis.

Mais, si aucun porte-parole officiel ne le dit ouvertement, nombre d'Israéliens estiment que leur pays est jugé à l'aune de critères inadéquats; seul pays du Proche-Orient où la presse nationale et internationale est libre, il n'en est pas moins dénoncé selon eux avec une vigueur qui ne serait pas appliquée aux autres Etats de la région. Dans la presse, les courriers des lecteurs sont remplis de ces lettres indignées.

Certains soulignent la vigueur avec laquelle la Jordanie et l'Egypte assurent le maintien de l'ordre en Cisjordanie et à Gaza de 1948 à 1967, avant que ces territoires ne soient occupés par Israël: « Nous n'aurions aucun problème avec la presse occidentale si, pour maintenir l'ordre, nous adoptions les méthodes de notre voisin de Syrie, le président Assad », écrit un physicien à Jérusalem Post. D'autres dénoncent les leçons de morale infligées par l'Occident.

Paralyse gouvernementale

Le président de l'Etat, M. Chahm Herzog, a eu ainsi, mardi, des mots très durs pour stigmatiser la prestation effectuée la veille par le ministre adjoint au Foreign Office, chargé du Proche-Orient, lors de sa visite à Gaza. M. David Mellor avait, dans un camp de réfugiés, dénoncé « des conditions de vie qui sont un affront aux valeurs de la civilisation », et qualifié de « honteux » le fait que les Israéliens n'y aient pas remédié (le Monde du 6 janvier). « En tant qu'ancien ambassadeur de l'ONU », avait dit M. Mellor, je suis habitué au

cyisme et à l'hypocrisie qui domine la vie internationale, mais il y a des limites. »

Pour le président Herzog, « les conseils non sollicités qui nous sont donnés par des pays qui n'ont pas réglé très différemment des situations similaires ne paraissent que de la poudre aux yeux ». Il a affirmé qu'Israël avait favorisé l'implantation de dix mille familles de réfugiés de Gaza dans des résidences situées hors des camps. En revanche, n'est-il relevé, la Grande-Bretagne fait partie de ces pays « qui, depuis 1971, votent à l'Assemblée générale de l'ONU une résolution adoptée par une large majorité, qui intime à Israël de ne pas déplacer les réfugiés hors des camps ».

Ce débat sur l'image de marque de pays — comme celui sur le maintien de l'ordre — tend en fait à occulter l'essentiel, à savoir l'absence de véritable réponse politique de la part du gouvernement face à cette crise sans précédent. Le cabinet d'union nationale, plus divisé que jamais, est paralysé par ses querelles intestines. « Nous réagissons avec mystère », écrit cette semaine le Jerusalem Post. Nous traversons une crise majeure politique et nationale au coup par coup, en nous préoccupant seulement des problèmes de sécurité face à une situation dans les territoires qui se détériore à grande vitesse. »

ALAIN FRACHON.

Washington vote à l'ONU une résolution sévère

(Suite de la première page.)

Ouverte dans une atmosphère manifestement tendue, la séance du Conseil de sécurité a débuté par une demande algérienne visant à admettre l'OLP — qui dispose d'un statut d'observateur auprès de l'ONU — à siéger dans la salle, pour la durée de la séance, au même titre qu'un Etat membre de l'organisation. En raison de l'opposition de principe du président, Sir Crispin Tickell (Grande-Bretagne), le Conseil (1) a préféré voter: dix membres se sont prononcés pour la proposition, quatre membres, dont la France, se sont abstenus, alors que les Etats-Unis s'y sont opposés. Le droit de veto n'étant pas prévu pour des questions de procédure, le représentant de l'OLP a pu prendre part aux délibérations, sans être admis à voter.

D'emblée, le représentant d'Israël, M. Benjamin Netanyahu, a donné le ton. Visiblement irrité, il a rejeté les termes du projet de résolution, affirmant que celui-ci était « injuste et partisan ». Estimant que « tout gouvernement placé devant des circonstances similaires aurait tout mis en œuvre afin d'assurer la sécurité et la liberté de mouvement des populations », il a cité un passage de la convention de Genève qui « autorise la puissance occupante à appliquer des mesures essentielles pour le maintien de l'ordre, pour la sécurité et des membres de forces armées et des installations matérielles, administratives et de

communication, appartenant à la puissance occupante ».

« Israël fait-il autre chose à Gaza et en Cisjordanie? », a demandé M. Netanyahu, qui s'est étonné de voir le Conseil de sécurité aborder soudain « le problème des déportations, alors que celles-ci « étaient pratiquées tant par la Grande-Bretagne du temps du mandat que par la Jordanie et l'Egypte avant 1967, et par Israël depuis cette date ». Soulignant que les violences qui se déroulent dans les territoires occupés sont « organisées par un réseau de meneurs professionnels », M. Netanyahu a affirmé que « depuis l'arrestation de neuf agitateurs, affiliés tous à des organisations terroristes, la situation s'est nettement améliorée ». Assurant que « les forces israéliennes étaient placées souvent dans des situations très difficiles », il a répété que son gouvernement « fera tout pour assurer, dans le respect de la convention de Genève, la sécurité des personnes et de biens par les moyens qu'il estimera utiles et appropriés ».

Si le représentant de l'OLP a rappelé à M. Netanyahu que les déportations pratiquées par la Grande-Bretagne visaient surtout des « terroristes sionistes », c'est la prise de position américaine qui a retenu l'attention. Le représentant de Washington a déclaré que « les actes de la puissance occupante doivent être conformes aux lois et pratiques internationales ».

Selon les Etats-Unis, « la déportation d'individus vivants dans des territoires occupés est une violation de l'article 49 de la convention de Genève, qui interdit expressément de telles pratiques, quel que soit leur motif ». « De plus, a-t-il ajouté, des mesures aussi agressives sont non seulement inutiles, mais également contraires à la recherche d'une atmosphère devant conduire à la réconciliation et à la négociation ».

Les milieux diplomatiques occidentaux estiment que l'interprétation donnée par Israël à la convention de Genève est particulièrement imprécise, car celle-ci — tout en admettant les nécessités liées au maintien de l'ordre — interdit formellement « tout déplacement forcé d'individus ou de populations ». Interrogé à l'issue de la séance, M. Netanyahu a refusé de commenter ce nouvel et sérieux accroissement de relations, pourtant privilégiées, entre Washington et Jérusalem en moins de quinze jours (2).

CHARLES LESCAULT.

(1) La composition du Conseil de sécurité a changé le 1^{er} janvier. Outre les cinq puissances permanentes dotées du droit de veto (Etats-Unis, Union soviétique, Chine, France, Grande-Bretagne), sont membres pour l'année 1988 : Algérie, Allemagne fédérale, Argentine, Brésil, Italie, Japon, Népal, Sénégal, Yougoslavie, Zambie.

(2) Le 22 décembre, les Etats-Unis se sont abstenus lors du vote d'une résolution du Conseil de sécurité, « déplorant les pratiques » de l'armée israélienne dans les territoires occupés.

Nouvelles manifestations d'étudiants

L'hostilité à Israël s'accroît en Egypte

et ont fait usage de grenades lacrymogènes pour empêcher les étudiants de sortir dans la rue.

Une centaine de manifestants ont été appréhendés et vingt d'entre eux détenus devant le parquet en vertu de la loi d'urgence qui, depuis l'assassinat du président Sadate, en 1981, interdit tout rassemblement de plus de cinq personnes. Devant le siège de l'ordre des avocats, dans le centre-ville, près de cinq cents personnes ont manifesté contre l'« ennemi sioniste » à l'occasion du regain de violence dans les territoires occupés et des premières nouvelles du suicide en prison de Soliman Khater.

Le 1^{er} janvier, des centaines de manifestants, peints de la mosaïque Al Azhar, après la prière du vendredi, avaient réclamé l'expulsion de l'ambassadeur d'Israël du Caire et appelé au « djihad », la guerre sainte, contre l'Etat hébreu. Craignant que les manifestants ne marchent vers la synagogue du centre-ville, les brigades anti-émeutes étaient alors violemment intervenues. Vingt-deux personnes furent défermées devant le parquet, qui ordonna leur libération sous caution deux jours plus tard. Cependant, le ministre de l'Intérieur les remit en état d'arrestation avant même leur sortie de prison.

Ce concert de la police avait été en octobre 1985 sept touristes israéliens — dont plusieurs enfants — dans le Sinaï. Le gouvernement avait qualifié cet acte de « folles furieuses », tandis que l'opposition, notamment islamiste, avait fait de Soliman Khater — un héros défenseur de l'Egypte contre l'ennemi sioniste —.

Le 1^{er} janvier, des centaines de manifestants, peints de la mosaïque Al Azhar, après la prière du vendredi, avaient réclamé l'expulsion de l'ambassadeur d'Israël du Caire et appelé au « djihad », la guerre sainte, contre l'Etat hébreu. Craignant que les manifestants ne marchent vers la synagogue du centre-ville, les brigades anti-émeutes étaient alors violemment intervenues. Vingt-deux personnes furent défermées devant le parquet, qui ordonna leur libération sous caution deux jours plus tard. Cependant, le ministre de l'Intérieur les remit en état d'arrestation avant même leur sortie de prison.

Surenchère islamiste

Cette succession d'incidents a incité le ministre de l'Intérieur, le général Zaki Badr, à mettre l'opposition en garde contre toute nouvelle manifestation. « La liberté d'expression est garantie à condition qu'elle ne porte pas atteinte à la sécurité », a déclaré le général Badr. Deux jours plus tôt, il avait accusé les islamistes et la gauche de profiter de la situation dans les territoires occupés pour tenter de semer le désordre et l'insécurité dans le pays.

Le gouvernement estime que l'opposition fait de la surenchère. Les responsables égyptiens ont, en

effet, multiplié leurs condamnations contre « la répression israélienne », les « procès iniques » et les « expulsions de Palestiniens ». Le Caire a par ailleurs repoussé les tentatives d'explications israéliennes en refusant de recevoir, il y a une dizaine de jours, un émissaire israélien. Les Egyptiens ont, par ailleurs, multiplié les démarches auprès de l'administration américaine pour faire condamner Israël par le Conseil de sécurité. Ils ont aussi informé l'ONU qu'ils n'accueilleraient pas de Palestiniens expulsés par Israël, en signe de protestation contre de telles mesures.

La tournée que doit entreprendre, fin janvier, le président Mubarak en Europe occidentale et aux Etats-Unis, sera sans doute dominée par la question palestinienne. La diplomatie égyptienne tentera une nouvelle fois de convaincre Washington d'accepter la tenue d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient à laquelle participeraient l'Union soviétique et l'OLP.

Mais c'est la tournée du raïs, la semaine prochaine dans les pays arabes du Golfe, qui préoccupe le plus la diplomatie égyptienne à l'heure actuelle. Les responsables égyptiens veulent, en effet, éviter que la dégradation de la situation en Cisjordanie et à Gaza n'ait des répercussions négatives sur les relations, rétablies de fraîche date, avec les pays arabes. Un durcissement du ton entre le pouvoir et l'opposition, qui réclame la rupture des relations avec Israël, serait d'autant plus embarrassant que ce sont justement ces relations qui avaient amené le monde arabe à rompre avec l'Egypte en 1979.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

A Paris et à Libreville

Trente jours de grève de la faim pour les réfugiés iraniens

Sur la vitrine de la banque, les affiches vantant les mérites du tout nouveau plan épargne-retraite obtiennent les photographies des onze Iraniens expulsés vers le Gabon selon la procédure d'urgence absolue, le 8 décembre dernier. Depuis maintenant près d'un mois, en signe de protestation, une quarantaine d'opposants, au gré de la faim, campent devant l'immeuble de la délégation du Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) à Neuilly-sur-Seine, en face d'une agence de la Banque nationale de Paris.

De petits tabourets de plastique ont été soigneusement alignés le long de la vitrine sous de larges banderoles de couleur dénonçant « l'odieuse marchandage avec le régime de Khomeiny ». Les sympathisants des grévistes s'y réunissent en fin de journée autour de trois malheureux chauffages à gaz portatifs. A quelques mètres, des militantes installées derrière une table à treizeux font signer aux passants des cartes de soutien adressées à François Mitterrand. Une voiture de police reste constamment garée aux abords de ce campement improvisé, mais ses occupants se tiennent toujours à l'écart.

Infatigables et déterminés

Les quarante grévistes de la faim qui ont entamé mercredi leur trentième jour de jeûne ne sont plus allongés sur le trottoir au pied des pancartes comme aux premiers jours du mouvement. Emmouffés dans des vêtements chauds, ils restent désormais calfeutrés à l'intérieur des quatre caravanes garées au bord de la courne-alle et où ils se contentent de boire du thé ou de l'eau sucrée.

Huit grévistes sont actuellement hospitalisés dans les Hauts-de-Seine, deux à l'hôpital Louis-Mourier (Boulogne-Billancourt), deux à l'hôpital Raymond-Poincaré (à Garches) et quatre à l'hôpital Ambroise-Paré (Boulogne-Billancourt).

Un neuvième réfugié admis au centre Henri-Dunant à Paris est

Le Haut-Commissariat des Nations unies aux réfugiés (HCR) s'est déclaré préoccupé par l'état de santé des Iraniens qui observent une grève de la faim à Paris et à Libreville à la suite de l'expulsion au Gabon de douze opposants au régime de Téhéran et de trois Turcs. Le haut-commissaire, M. Jean-Pierre Hoeké, doit être reçu jeudi à ce propos par le président Mitterrand. Trois réfugiés expulsés sont hospitalisés à Libreville, où leurs camarades se sont organisés, dans leur hôtel, pour recevoir d'Europe les informations les concernant.

maintenu « sous surveillance médicale » à Paris, où son état ne s'est pas jugé « très alarmant ». Ce centre, qui accueille malades et réfugiés du monde entier « dans le respect des principes de la Croix-Rouge », assure le suivi médical de certains des militants. Ceux qui peuvent encore marcher accompagnent leurs camarades allongés sur des civières. Ils viendront dans les jours prochains y subir des examens compor-

tant électrocardiogramme et bilan sanguin.

Au fil des jours, le campement de fortune, installé à la hâte au lendemain des expulsions, s'est organisé. Caravanes et voitures sont venues s'installer au cœur de l'espace délimité par les longues banderoles tendues entre les arbres de l'avenue et un passant est venu offrir des sacs de couchage.

Une erreur de protocole

Un Iranien à l'Élysée

M. Mitterrand n'était pas au courant de la présence du chargé d'affaires iranien, M. Gholan Reza Haddadi, lors de la cérémonie des vœux du corps diplomatique, lundi 4 janvier à l'Élysée, mais ne regrette pas que ce dernier ait pu entendre sa déclaration sur les preneurs d'otages et les Etats complices. « Je me demande bien pourquoi il était là », a déclaré mardi à la presse le président, interrogé sur la venue de M. Haddadi à l'Élysée, « mais finalement c'était excellent qu'il puisse me entendre. J'ignorais absolument cet incident quand j'ai parlé ».

C'est le chef du protocole, M. Henri de Coigny, qui s'est aperçu, trois minutes avant l'arrivée du président, de la présence de l'intrus dans le salon. M. Haddadi, qui s'était glissé dans le coin des chargés d'affaires, comme l'année précédente, a été rapidement approché par M. de Coigny, qui lui a fermement rappelé qu'il n'était plus chargé d'affaires, les relations diplomatiques entre la France et l'Iran

étant rompues depuis juillet dernier. M. Haddadi refusant de s'en aller, M. de Coigny l'a alors prié de se mettre dans la délégation pakistanaise, qui représente les intérêts de l'Iran en France. M. Haddadi a fini par obtempérer et s'est placé à l'arrière de la délégation, juste avant que le président n'arrive.

Selon M. de Coigny, l'origine de l'erreur se trouve dans le fait que le protocole avait utilisé la liste de 1987 et non celle de 1988 pour envoyer ses invitations. L'erreur rapidement repérée, il avait envoyé un contre-ordre à M. Haddadi, qui n'a répondu ni à l'invitation ni au contre-ordre.

Les ambassadeurs des Etats-Unis et de l'Inde, qui ont assisté à la scène entre M. Haddadi et le chef du protocole de l'Élysée, ont félicité ce dernier de sa fermeté en lui disant : « Nous sommes fiers de vous », selon ce que M. de Coigny a lui-même déclaré.

1987 1988

La performance.

Tenir bon en pleine crise boursière, aménager les portefeuilles, anticiper les évolutions des marchés. C'est la performance des gestionnaires financiers du Groupe CIC.

Les actionnaires des Sicav du Groupe CIC sont bien placés pour le savoir:

Aurécic + 14,53 %, 2^e meilleure performance des Sicav actions.

Créditer, SNI, Francis, Francis-Régions, Francis-Pierre, Technocic et Jaspacic résistent.

Les Sicav obligations progressent.

Placez-vous bien.

Les Banques du Groupe CIC vous offrent une gamme complète de produits financiers pour permettre une adaptation permanente de vos placements à la conjoncture variable des marchés. Elles peuvent assurer la sécurité de votre épargne en limitant vos risques.

Demandez conseil à la Banque du Groupe CIC la plus proche de votre domicile.

Les Sicav du Groupe CIC La force de la compétence



* Classement Paribas pour la période du 1.1.87 au 11.12.87, coupon rattaché.

سكاننا الامم

Asie

CHINE : en disgrâce depuis plus de trente ans

L'évêque de Shanghai a été rétabli dans ses « droits politiques »

PÉKIN
de notre correspondant

chinois et de rejeter l'autorité pontificale.

Ces « aveux », sur lesquels Pékin n'avait fourni aucune preuve — ils étaient placés dans la bouche de fonctionnaires, mais jamais le prélat n'avait été cité explicitement par la presse officielle — avaient conféré un caractère quelque peu orwellien à ce qui ne pouvait être, sur le fond, qu'une mesure de clemence de la part de la Chine, destinée à faire un geste en direction du Vatican. Depuis, Mgr Gong était en résidence surveillée — Chine nouvelle assure aujourd'hui qu'il a été autorisé à dire la messe dans un couvent de Shanghai — et soigneusement empêché de rencontrer des journalistes.

Succès pour la messe de minuit

En revanche, plusieurs prêtres, dont trois américains et un chinois de Hongkong, ont réussi à le voir peu après sa libération. Pékin parle encore d'une visite récente d'un évêque portugais. Les visiteurs disent avoir vu un homme encore en possession de toutes ses facultés intellectuelles, et les rares propos qui ont filtré de ses entretiens contredisent la thèse d'un homme rongé par le « repentir » à propos de ses humiliations anticomunistes passées. Personne, toutefois, ne semble avoir été en mesure de parler en tête à tête avec Mgr Gong.

En tout état de cause, Mgr Gong reste, pour les catholiques chinois

qui ne se sont pas joints aux trois millions de fidèles de l'Eglise officielle, un symbole du christianisme résolument pro-romain en Chine communiste. Dès lors, sa « réhabilitation » pose à Rome un problème : celui de son statut futur dans la hiérarchie catholique. L'actuel évêque de Shanghai, Mgr Zhang Jiashu, âgé d'environ quatre-vingt-cinq ans, a été nommé par le pouvoir communiste, comme son auxiliaire, Mgr Aloys Jin Luxian (soixante et onze ans), qui s'est rendu en France en visite « privée » en mai dernier. Le Saint-Siège ne peut en principe reconnaître ces nominations, pas plus que la consécration de quatre évêques par les autorités « patriotiques » en novembre 1986.

Ce nouvel épisode de la diplomatie des petits pas entre le Saint-Siège et Pékin fait suite aux faux espoirs, vite refroidis par les Chinois, auxquels avaient donné lieu les déclarations du cardinal de Manille, Mgr Jaime Sin (*le Monde* du 18 novembre) sur les progrès envisageables en vue d'une normalisation. Les rumeurs, nées à Hongkong, qui avaient suivi la visite du prélat philippin sur l'éventualité d'une visite du pape en Chine avaient été rapidement démenties par Rome.

La question des nominations d'évêques et de l'autorité spirituelle sur le clergé chinois est, sans doute bien plus encore que la question de Taiwan — avec qui le Vatican est sommé par Pékin de rompre ses rela-

tions diplomatiques, — la pomme de discorde principale. Il semble qu'avec ce nouveau petit geste la Chine populaire renvoie la balle dans le camp du Saint-Siège.

Ce dernier devra, en outre, tenir compte de la popularité croissante des cérémonies chrétiennes auprès de la population chinoise, comme en a témoigné la célébration de la Nativité cette année. Pas moins de quarante mille catholiques ont assisté aux messes de minuit dans la seule capitale. Bon nombre étaient, certes, de jeunes curieux attirés par les apparats du plus grand rassemblement public nocturne à n'être pas placé directement sous le contrôle de la police et du Parti communiste...

Mais, parmi eux, également, à côté de vieux chrétiens sur les visages de qui se lisait la « foi du charbonnier », figuraient bien des gens pour qui la religion peut remplacer un vide idéologique patent dans la Chine post-maoïste. « Après des dizaines d'années d'interdiction du culte, il est normal que tout soit vague dans l'esprit des gens », nous disait une jeune catholique « officielle » à Nantang, l'une des trois grandes églises de Pékin. Entre la doctrine et le réalisme, le Vatican est confronté, en Chine, à des choix décidément délicats.

Fr. D.

INDE

Mscou a loué à New-Delhi un sous-marin à propulsion nucléaire

L'Union soviétique a livré, mardi 5 janvier, à l'Inde son premier sous-marin à propulsion nucléaire, dans le cadre d'un contrat prêt, a-t-on annoncé officiellement à Moscou et à New-Delhi, dont l'agence Tass, le sousmersible « a été loué à la République indienne pour son entraînement, aux termes d'un accord antérieur ». Le sous-marin aidera la flotte indienne à acquérir de l'expérience dans l'utilisation de vaisseaux de ce type, a ajouté l'agence, qui précise qu'il n'y a aucune arme nucléaire à bord ni aucune imitation de telles armes.

L'ambassadeur indien à Moscou, M. TN Kasal, s'est rendu à Vladivostok pour prescrire livraison du sousmersible.

Une marine en expansion

Classée au huitième rang mondial par le tonnage total (environ 160 000 tonnes) et la diversité de sa composition, la marine de guerre indienne représente, à l'heure actuelle, la plus puissante flotte militaire de l'océan Indien. Une volonté explicite du gouvernement lui garantit, de surcroît, une montée régulière en puissance avec l'aide de l'Union soviétique, qui fournit directement des matériels neufs ou qui concède indirectement une assistance technique aux chantiers navals indiens.

Outre la flotte de surface, la marine indienne se développe dans deux directions : l'aéronautique navale et la « sous-marine » nucléaire, qui marquent la progression de toutes les autres grandes marines dans le monde.

Ainsi, l'Inde a acquis auprès de la Grande-Bretagne les deux porte-avions *Hercules* et *Hermes*, qu'elle a rebaptisés *Vikrant* et *Virat* en même temps qu'elle les modernisait

avec des équipements d'origine soviétique. Ainsi, encore, l'Inde a reçu ou est en passe de recevoir jusqu'à quatorze sous-marins lance-torpilles à propulsion classique (diesel/électrique), qui déplacent, selon les modèles, entre 2 400 et 3 200 tonnes en plongée.

La cession par l'Union soviétique d'un sous-marin à propulsion nucléaire permet à l'Inde de devenir en Asie le deuxième pays, après la Chine populaire, détenteur d'une telle technologie navale. Dans le reste du monde, quatre autres pays — les Etats-Unis, l'Union soviétique, la Grande-Bretagne et la France — ont maîtrisé la propulsion nucléaire à bord de sous-marins stratégiques (lance-missiles) ou d'attaque (lance-torpilles). Un cinquième Etat, le Canada, cherche, de son côté, à accéder à la « sous-marine » nucléaire en achetant deux sous-marins d'attaque à deux fournisseurs rivaux (la France et le Royaume-Uni).

AFGHANISTAN

M. Mitterrand critique P< injuste sanction qui frappe M. Alain Guillo

Les réactions à la condamnation à dix ans de prison pour « espionnage » du photographe français Alain Guillo commentent d'ailleurs, « sans tonner dans le même sens, celle de la condamnation d'un jugement injuste frappant un homme qui n'a fait que son devoir professionnel. Le président Mitterrand a dénoncé mardi 5 janvier l'« injuste sanction » dont est victime M. Guillo. Répondant aux vœux de la presse, le chef de l'Etat a observé que « les pouvoirs qui ne supportent pas que l'on sache comment ils vivent ne peuvent que vous considérer comme des gènes ou des coupables ». Il s'est ainsi montré critique des autorités pro-soviétiques de Kaboul en soulignant à propos d'Alain Guillo « On fait son métier, déjà l'on est en danger physique, et en plus on considère comme criminel le fait d'exercer ce métier qui est d'informer ».

Recevant mardi l'ambassadeur soviétique, M. Jean-Bernard Rimond a demandé que le Kremlin intervienne en faveur de la libération de M. Guillo. « L'ambassadeur a pris note de tout ce que je lui ai dit très fermement, et il m'a dit qu'il allait transmettre ma démarche immédiatement », a déclaré le ministre des affaires étrangères sur la Cinq. « Le réalisme veut que cette affaire se règle entre la France et l'Union soviétique, étant données les responsabilités de l'URSS en Afghanistan, a-t-il ajouté. Et le réalisme veut aussi que l'URSS détermine la clé de la solution qui est l'expulsion la plus rapidement possible d'un journaliste qui n'a fait que son métier ».

Abordant la question du retrait possible des troupes soviétiques d'Afghanistan, M. Rimond a par ailleurs estimé qu'il n'était « pas sûr qu'il ait lieu en 1988 ». Le ministre a jugé « ambiguë » l'attitude du Kremlin sur cette question : « Les dirigeants accusent volontiers que l'Afghanistan est un erreur de leurs

prédécesseurs ». Cependant, « il est très difficile pour eux de prendre une décision de retrait avant de régler la question du pouvoir à Kaboul d'une manière satisfaisante pour eux ».

« Eviter un journaliste, c'est toucher à une liberté essentielle », a pour sa part déclaré le ministre de la culture et de la communication. « Nous avons le droit de savoir ce qui se passe en Afghanistan », a ajouté M. Léotard. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, va, pour sa part, « effectuer une nouvelle démarche avec encore plus d'insistance en direction du PC soviétique ».

Les Etats-Unis ont également apporté leur soutien à la France, au moment où le sous-secrétaire d'Etat américain, M. Michael Armacost, rencontrait au Pakistan la plupart des chefs de la résistance afghane. Il leur a réaffirmé que le soutien américain à leur section se poursuivrait jusqu'à ce que les moudjahidines parviennent à leur but.

A Kaboul, l'agence officielle Pakhtar a affirmé que M. Guillo « n'était pas un journaliste », mais un agent étranger qui « guidait d'autres espions venant des Etats-Unis, du Pakistan, de France, de Grande-Bretagne et de pays arabes réactionnaires pour entrer en Afghanistan ». « Les agents professionnels étaient infiltrés illégalement sous différentes couvertures : médecins, aides médicaux, reporters, religieux ».

Dans un tel contexte, on peut comprendre que les relations entre Kaboul et Paris soient de plus en plus échauffées. A la fin de 1987, la France a fermé les sections commerciale et culturelle de son ambassade à Kaboul. La section culturelle était déjà « en sommeil » depuis 1983. Il ne reste plus de professeurs de nationalité française au lycée tadjik de Kaboul, où l'on pouvait faire ses études en français.

CAMBODGE

Les vœux du prince Sihanouk

A l'occasion de la nouvelle année, le prince Norodom Sihanouk a envoyé aux Khmers rouges — ses partenaires dans la coalition du Kampuchéa démocratique, dont il s'est mis en congé présidentiel en 1987 — un message de vœux dans lequel il fait état de la « lutte commune » contre les « colonialistes vietnamiens ». « Nous formons (de vœux) pour votre grand succès dans notre lutte commune sur les champs de bataille du Cambodge », écrit le prince, qui a affirmé que, sa propre armée, l'Armée nationale sihanoukiste (ANS) continuera « à lutter sans esprit de recul (...)

jusqu'au départ du Cambodge du dernier militaire vietnamien ».

D'autre part, le prince Sihanouk, qui représente le prince Sihanouk, son père, sur le terrain, a déclaré à Bangkok, le lundi 4 janvier, que ce dernier avait l'intention d'écrire un calendrier précis du retrait des troupes vietnamiennes du Cambodge lors de sa prochaine rencontre avec M. Hun Sen. Le prince, a-t-il ajouté, « voudrait être informé par le Vietnam du nombre de mois nécessaires pour retirer toutes ses troupes du Cambodge et à quelles conditions ». — (AFP, AP.)

Handwritten text in Arabic script: *صحة من الاموال*

سكنا من الاجل

Enquête

Images d'une Chine communisée

Les mille et un trafics de Pékin



Le marché de la moto d'occasion à Pékin.

(Suite de la première page.)

Au pied des silhouettes de la Cité interdite qu'on devine dans la pénombre, un marché nocturne aligne sur plusieurs centaines de mètres ses gargotes ambulantes, qui proposent chacune sa spécialité : crêpes, beignets, « soupe de thé » pékinoise — ce mélange sur lequel on verse l'eau bouillante d'un énorme récipient de cuivre. Ces ustensiles, invisibles pendant des décennies en Chine, ont soudain resurgi des greniers pour servir à la préparation de l'une des friandises préférées des Pékinois, grands amateurs de tout ce qui est restauration sur le pouce, entre amis, au bord du trottoir.

« L'avenir est aux petits capitalistes » !

L'Etat n'est pas absent, bien sûr. On en voit la trace dans l'effort d'organisation des plus grands marchés. Les échoppes, d'un modèle astucieux qui combine une tente et une charette, sont toutes identifiées par une licence portant la photographie du propriétaire. L'alignement est respecté, et quelques policiers circulent pour faire observer l'ordre... et les prix, du moins

ceux d'entre eux qui ne sont pas libérés ou « conseillés ».

Même si ces endroits sont chers — deux à trois fois le prix de revient d'un repas à domicile — la foule est au rendez-vous, et pas seulement celle des nantis. De même que le petit peuple est au rendez-vous de toutes ces petites activités de service, réparateurs de toutes sortes, taxis collectifs ou individuels, non seulement comme client, mais, quand il le peut, comme entrepreneur.

L'avenir est aux petits capitalistes », lance un tel, qui n'a pas oublié, pourtant, les huit ans qu'il a passés à piocher la terre glacée du Nord-Est mandchou sous Mao Zedong. Il songe à accroître le potentiel de sa coopérative de dactylographie en installant une boutique sur une grande rue passante, de façon à attirer le client. Son revenu ? Humble encore pour Pékin : trois à quatre fois le salaire d'un professeur d'université seulement... Et si la politique change, par exemple à la mort de M. Deng Xiaoping ? — Impossible. Ils ne peuvent plus nous faire revenir en arrière.

Natveté, opiniâtreté frisant la provocation, simple constat d'un rapport de forces où le régime n'est guère en bonne posture pour le moment ? Un peu de tout, sans doute. Le plus frappant est l'ardeur que ces petites gens développent, si soudainement, pour se mettre au travail dès lors que cela peut leur rapporter. Le fonctionnaire endormi, l'employé municipal tire-au-flanc, se sont révélés capitaines d'entreprise et forcenés du labeur du jour où ils se sont mis à leur compte.

L'impuissance du gouvernement devant la résurgence de ce que la morale révolutionnaire reprochait écarte devant l'ancien Observatoire. Quotidiennement, quelques centaines de personnes négocient prix et devisors sur le « marché aux domestiques », sans se soucier des rafles épidémiques opérées par la police. « Le fait est que cela rend bien service », disent des fonctionnaires.

Explosion de l'individualisme

Pékin donne ainsi l'impression de reconstruire patiemment tous ses attributs d'antan, de la petite boutique à l'entreprise audacieuse, en passant par le cirque de rue — des forains effectuent leur numéro sur le trottoir avant de passer la sébile — que le Parti communiste s'était appliqué à faire disparaître dans les années 50. La ville sort de ses murs. Dans les grandes banlieues nouvelles, on rivalise d'ingéniosité pour repousser les parois des logements construits en de gigantesques lotissements, quitte à accrocher aux balcons d'inquiétantes verticales servant elles-mêmes de support à des entassements de matériaux et accessoires de ménage. Dans les ruelles du Vieux Pékin aux maisons sans étage, on grignote une parcelle de trottoir en édifant une cahute en briquettes, qui servira à stocker les provisions de charbon pour l'hiver, à ranger quelques affaires encombrantes. L'individualisme que Mao avait tant cherché à briser explose à travers la capitale, toute entière gagnée à l'idée de M. Deng que la pauvreté n'est pas l'idéal du socialisme.

La « monnaie du peuple » (c'est le nom officiel de la mon-

naie chinoise) a du coup piétiné sa réputation. « Je préférerais un yuan convertible », dit, sans s'étonner de sa propre audace, la petite marchande d'azeroles au caramél, au coin du trottoir. Elle ne fait pourtant pas partie de la « mafia des Ouzours », ces jeunes originaires du Turkestan chinois qui sont les plus impliqués dans le petit trafic des devises. Mais elle sait le prix des choses : un yuan, s'il est convertible, vaut un yuan et demi au « noir ».

Comment en serait-il autrement, alors que les autorités multiplient les gestes destinés à frapper l'imagination des Chinois en leur montrant la prospérité occidentale ? Celle d'un Alain Delon, venu récemment présenter quelques films mais, surtout, vendre ses parfums. « Il faut dire aux jeunes qu'il a beaucoup travaillé pour arriver là où il est », commentait un journaliste du *Quotidien du peuple* à sa conférence de presse. Celle des « milliardaires » capitalistes que l'on envisage de faire venir en juin 1988 pour le week-end — le plus cher du monde — ou presque (8 000 dollars par tête), éventuellement retransmis à la télévision chinoise. Enfin, promesse à peine plus palpable de prospérité, les nantis peuvent se payer désormais le frisson culinaire américain dans un Kentucky Fried Chicken, ouvert à deux pas du mausolée de Mao. Il ne leur en coûtera qu'un dixième de leur salaire mensuel, au bas mot.

« Les jeunes ne pensent qu'à l'argent »

Des grincements de dents, toutes ces transformations en provoquent nécessairement. La misère des démunis et des brimés se montre aux temples de la petite consommation anodine que sont les marchés libres : ce mendiant, qu'on croirait sorti d'un film des années 30, qui se précipite pour arracher à l'étranger une brochette achetée à l'étal. Cette vieille femme qui clame sa faim, à qui les passants jettent un petit billet, quand même. Intellectuels, ouvriers, sous-payés et mal logés, travaillant les uns comme les autres dans des conditions très dures, grognent. La jeune génération, qui se rue sur tout ce qui brille aux couleurs du capitalisme, a mauvaise réputation. « Nous ne les comprenons pas. Ils ne pensent qu'à l'argent », disent les aînés. Question de tempo plus que de principes généraux, car les mêmes, membres du PCC ou pas, se précipitent sur ce qui fait figure de luxe abordable pour leurs moyens limités, dans l'attente de mieux.

Ce responsable de rang moyen du parti qui dinait, l'autre jour, dans un grand hôtel de la capitale, en compagnie d'une élégante connaissance venue de Taïwan, manteau de fourrure et bijoux bien en évidence, au son d'une chanson d'amour du Shanghai des années 30, jadis condamnée pour « capitulationnisme » face à l'occupant japonais, aurait sans doute pu expliquer la scène par un discours idéologique en béton. Mais même les autorités de Taïpeh, qui ont levé, non sans restrictions, l'interdiction aux citoyens de Taïwan de se rendre sur le continent, ne cachent pas l'espoir que l'opulence de ces derniers, par rapport au niveau de vie des citoyens de la République popu-

laire, sera le meilleur avocat de leur cause.

Pékin, entend-on dire, ne restaure pas le capitalisme. « Franchement, je ne crois pas qu'on puisse encore parler d'un pays socialiste ici », dit un Soviétique pourtant lui-même ébranlé dans ses convictions par la « perestroïka » gorbatchevienne. La Chine, en tout cas, pousse singulièrement loin ces temps-ci le flirt qu'elle a engagé avec le capitalisme pour briser l'équation « socialisme = pauvreté ». Bien plus loin que ne le suggère la juxtaposition assez symbolique de deux époques au siège central de la Banque de Chine : à côté des ordinateurs et des employés qu'on confondrait avec leurs homologues de Hongkong ou de Singapour, des caissières renfrognées veillent sur des monceaux de billets entassés — fautes de coffres-forts ? — dans des valises de fabrication locale, toutes de même couleur : rouge, encore. Hommage involontaire au bricolage héroïque des années d'austérité ou rappel des contingences du moment ? Au point où en sont les choses, la nuance revêt de moins en moins d'importance.

FRANCIS DERON.

Les tontines de Pingtan

On a rarement vu un telle anarchie dans un district chinois. Pingtan, dans le Fujian, face à Taïwan, a fait en grand ce que beaucoup n'osent rêver de faire en petit. Jusqu'au drame.

Tout a commencé, selon le très officiel *Quotidien des lois*, en 1986. Les Tontines, ces « pots » à investissement pyramidal constitués par des particuliers, qui peuvent emprunter le montant à tour de rôle, comme il en existe dans tout le Sud-Est asiatique, sont réapparus à Pingtan. C'est le cas dans bien d'autres localités de Chine, Pékin comprise, mais là, ce fut à très grande échelle. Les Tontines ont poussé « comme des champignons après la pluie », écrit, non sans poésie, le journal.

Deux mille sept cents d'entre elles, rassemblent plusieurs dizaines de milliers de paysans, ainsi que plus de deux cents membres du Parti communiste, dont quarante-huit responsables. Pas moins de 25 millions de yuans furent investis — 36 millions de francs : une somme qui rend songeur, comparée au revenu moyen par habitant, 300 yuans (440 F) par an.

Puis escrocs et spéculateurs s'en mêlèrent, et tout dégénéra. Sept suicides. Cent quatre-vingts blessés. Quarante-cinq vols à main armée. Vingt-cinq cas de déprédations. Vingt maisons hypothéquées... Lorsque la justice mit le holà, elle n'eut pourtant pas la main bien lourde. Cinq escrocs seulement ont été jugés. (Ils ont quand même été condamnés à des peines de cinq à vingt ans de prison.) L'histoire ne dit pas s'ils étaient membres du parti.

La « note du rédacteur » qui accompagne la nouvelle ne laisse guère d'ambiguïté sur l'ampleur de tels phénomènes : « Ce genre d'activités illégales a troublé l'ordre des finances de l'Etat. (...) Avec l'approfondissement de la réforme, d'autres formes d'activités illégales peuvent apparaître. Voilà qui mérite notre vigilance ».

F. D.

Des touristes chez Confucius

QUFU
De notre envoyé spécial

La ville natale de Confucius est restée fière de son saint patron, mort il y a 2 538 ans. Plus de 20 % des habitants s'appellent Kong, le nom de famille du « sage ». « Pendant la révolution culturelle, les masses ont protégé la résidence ancestrale contre les gardes rouges », nous dit Mme Kong Demao, descendante à la 77^e génération de Confucius, et dont le frère cadet, M. Kong Desheng, réfugié à Taïwan, est le « chef du clan ». « Quand les étudiants sont venus de Pékin, ajoute un officiel local, les gens ont fermé les portes de la ville pour les empêcher d'entrer. Les murailles ont été détruites en 1976, mais les dégâts subis par Qufu ont été minimes si l'on se souvient de la campagne de haine lancée contre Confucius par la « bande des quatre » : « Pi Lin pi Kong », critiquer Confucius et Lin Biao, hurlait-on alors.

Un philosophe au rayonnement mondial

La population de Qufu est traditionnelle. La philosophie de Confucius, c'est la génération en génération, a servi d'idéologie officielle aux empereurs. « La vertu du souverain est pareille au vent, celle des petites gens à l'herbe : l'herbe doit se courber quand le vent passe sur elle », disait Confucius. Pas étonnant qu'une fois l'Empire tombé l'intelligentsia, nationaliste comme communiste, se soit lancée en 1919 à l'assaut de la « boutique de Confucius ».

Les temps ont changé. Qufu a accueilli, en septembre dernier, la première conférence internationale sur le confucianisme réunie en Chine depuis 1949. Les bouches s'ouvrent. M^{me} Kong

Demao se refuse à citer les « aspects négatifs » de la pensée de son ancêtre, se contentant de dire que « son œuvre est en train d'être étudiée du point de vue marxiste et matérialiste », et qu'il se place au tête des grandes figures historiques de l'humanité. M. Kong Yangcheng, sous-chef des relations extérieures de Qufu et descendant de la 64^e génération du sage, ajoute que la municipalité envisage de donner aux élèves un aperçu du confucianisme. « Ce serait dommage, presque honteux qu'ils ne connaissent pas un philosophe au rayonnement mondial », dit-il.

Au profit du régime

Temple de Confucius, résidence familiale, « Forêt », où sont enterrés le sage et ses descendants, Qufu vit du tourisme, qui lui fournit le quart de ses revenus : 1,6 million de visiteurs en 1986, contribuent à l'enrichissement de commerçants privés — 120 photographes, des centaines de cochers et de cyclo-pousseurs... — et à la fortune de « familles de 10 000 yuans ». On y achète babioles et souvenirs. Mais l'étude de Confucius est réservée à certains initiés. « La révolution culturelle a causé de graves bouleversements dans la morale et le comportement, le confucianisme peut aider à les restaurer. Mais il n'est pas question de ressusciter le culte de Confucius », dit M. Kong.

La Chine d'aujourd'hui se caractérise à la fois par un renouveau du scepticisme et un retour aux religions ou superstitions, un temps interdites et de nouveau tolérées. Qui plus est, le confucianisme reste vivace à Taïwan et devient une des idéologies officielles dans la très capitaliste Singapour. Quel donc de plus logique que d'appeler au secours d'une « morale socia-

liste » usée la morale traditionnelle chinoise ?

Le PCC veut mobiliser le confucianisme au service des « quatre modernisations » de M. Deng Xiaoping, le « cannibaliser » au profit du régime, qui a tout à gagner d'une philosophie de la classe dirigeante : on le découpe en tranches pour en prendre ce qui peut servir à l'éducation morale, mais on en rejette l'idéologie « rétrograde ». Le professeur Kong Lingren, lui aussi descendant du sage, estime que « si Confucius était encore vivant, il apporterait sa pierre aux « quatre modernisations ».

Des universitaires se plongent à nouveau dans un débat d'idées dont on avait perdu l'habitude ici, s'attachant à séparer le bon grain de l'ivraie. Ainsi pour le professeur Zhang Liwen, il s'agit « d'évaluer la pensée de Confucius, d'en prendre ce qui est valable et d'en rejeter ce qui ne l'est pas ». Parmi les points positifs, il cite la compression, les relations harmonieuses, l'amour du travail, l'obéissance des enfants aux parents, l'amour de la famille étendu à celui des ouvriers pour leur entreprise... Sont négatifs le paternalisme, la hiérarchie, le mépris des femmes, bref le « féodalisme ».

Membre du Conseil d'Etat, M. Gu Mu, président honoraire de la fondation sur le confucianisme, estime qu'« aucune nation ne peut se couper de son histoire », même si le confucianisme a été en partie responsable de la stagnation de la Chine pendant des siècles. Après tout, le Japon et les « nouveaux pays industrialisés d'Asie » (Corée du Sud, Hongkong, Singapour et Taïwan), qui ont remporté tant de succès économiques et ouvert une voie dans laquelle la Chine souhaite s'engouffrer, ne doivent-ils pas une grande partie de leur réussite à l'idéologie confucéenne ?

PATRICIE DE BEER.

AUX TROIS QUARTIERS
BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS

SOLDES
A PARTIR DU JEUDI 24 DÉCEMBRE
JUSQU'À ÉPUISEMENT DES STOCKS

AUX TROIS QUARTIERS
BOULEVARD DE LA MADELEINE, PARIS

découverte

BRES ET COI

écouler

elle

COI

COI

COI

COI

COI

COI

COI

COI

COI

COI

Enquête

saisie par la consommation

A la découverte du téléphone

PÉKIN
de notre correspondant

C'EST presque un symbole politique : le téléphone a fait son apparition dans la vie privée des Chinois. Une apparition timide, freinée par l'arrière-pensée que quelques commandes de technologie à l'Occident ne pourront pas pallier avant longtemps ; mais une apparition tout de même remarquable, car elle change profondément les habitudes, plus peut-être qu'elle ne l'avait fait dans les pays occidentaux au son temps.

Disposer du téléphone à son domicile était, jusqu'à une date récente, un signe de puissance. Les lignes étaient rares et exclusivement réservées à des responsables qui pouvaient en justifier le besoin par la nécessité d'être en contact permanent avec leurs collègues. Dans le petit peuple, on s'écrivait, on se faisait des messages à son lieu de travail, mais on ne se téléphonait pas. Pour les urgences, il y avait le téléphone public, généralement installé dans une boutique du quartier, près de la caisse. Il fallait alors dialoguer avec son correspondant sous l'œil attentif de la caissière. Les échanges se limitaient à l'essentiel, les états d'âme ou les commentaires désobligeants par le régime étaient naturellement bannis. Seuls les fonctionnaires, au bureau, pouvaient utiliser le téléphone pour leurs besoins personnels, ce qui, de l'aveu des autorités, continue d'encombrer les lignes d'appels totalement extra-professionnels.

Aujourd'hui, derrière les murs des cours de Pékin, le grelot de la « parole électrique » n'émeut plus. Non pas, certes, que recevoir chez soi un appel téléphonique soit à la portée de tout le monde. Pour installer une ligne, il en coûte au bas mot 2 000 yuans (vingt mois de salaire d'un fonctionnaire bien placé) avec un

dessous-de-table variable selon que le quartier est plus ou moins mal desservi. Ce luxe est donc réservé à cette catégorie d'entrepreneurs privés ou de débrouillards qui parviennent à arrondir leurs fins de mois avec le produit d'affaires sur lesquelles le régime ferme les yeux. Avec un appareil pour deux cents personnes dans les villes, un peu plus de cinq cents dans les campagnes, la Chine reste bien sous-développée.

Il n'empêche : jadis instrument comparable à une arme de guerre, le téléphone sert désormais également le particulier sans attache avec la nomenklatura. Ils sont plusieurs dizaines de milliers à Pékin à réclamer une ligne à domicile. L'Etat ne parvient à en satisfaire qu'une infime proportion.

C'est un progrès qui va loin dans le sens d'une démobilisation de la population, autrefois contrôlée par les autorités d'autant plus efficacement que les moyens de communication étaient faibles. Un dissident de la fin des années 70 était sidéré d'apprendre qu'un Sakharov, en URSS, put disposer du téléphone, le jour où la nouvelle parvint à Pékin que la ligne avait été coupée à l'académicien soviétique.

Un nombre incalculable d'erreurs

Conséquence de cette évolution, le trafic téléphonique est perturbé par un nombre incalculable d'erreurs d'appel, souvent dus au manque de familiarité des utilisateurs avec l'appareil. Néanmoins, même l'étiquette téléphonique, plutôt rustaude il y a peu, évolue. Jadis, deux correspondants se devaient de hurler en répétant plusieurs fois la même phrase pour parvenir à se comprendre. Il leur fallait couvrir, d'un côté, le bruit de la circulation et de la boutique où se trouvait le téléphone public, et, de l'autre, celui d'un bureau surpeu-

plé ou d'un atelier d'usine. L'amélioration du réseau — encore toute relative — a commencé à changer cela.

Les téléphones privés n'occupent encore que quelques-unes des 1 000 pages de l'annuaire de Pékin, mais la publication de celui-ci, depuis quelques années, est en soi une révolution. Les rares listes téléphoniques qui existaient il y a une dizaine d'années étaient considérées comme des secrets militaires, inaccessibles au commun des mortels et, a fortiori, aux étrangers. Aujourd'hui, l'annuaire officiel chinois ne fait plus mystère du numéro du secrétariat du comité central ou de celui du mausolée de Mao.

La mode des « téléphones rouges »

Le pouvoir a pris en compte l'évolution des mœurs, et retourne désormais cette arme de la bureaucratie qu'était le téléphone contre cette dernière, qu'il entend réveiller. La grande mode est désormais aux « téléphones rouges » qui permettent au citoyen de faire connaître aux autorités ses griefs ou revendications. Le maire de Wuhan, la grande agglomération du centre de la Chine, insistait, au cours d'une récente conférence de presse, pour que les journalistes étrangers essaient sa propre ligne de leur visite dans sa ville, et la télévision faisait récemment de la publicité pour le « téléphone rouge » de la municipalité de Pékin.

On est loin, avec cette innovation, de la célèbre « boîte à suggestions et dénonciations » accrochée aux portes des comités de surveillance de chaque quartier, jadis le seul moyen de communication entre les citoyens et le régime. La libéralisation mesurée qui est en cours permettra peut-être que celle-ci soit moins polémique et délatrice que l'ancienne.

F. D.



Coiffeuse libre à Zhongwei (nord-ouest de la Chine).

Deux lignes de métro pour 9 millions de Pékinois

COMME cadeau de Noël, les Pékinois ont enfin obtenu l'interconnexion des deux lignes de métro qui desservent la capitale. La première, construite pendant la révolution culturelle, avait en grande partie un but stratégique et desservait des abris anti-atmosphériques. La seconde, qui fait les trois quarts du tour des anciennes murailles de Pékin, a été ouverte en 1984, à l'occasion du trente-cinquième anniversaire de la République populaire.

Il aura donc fallu plus de trois ans pour relier les deux lignes, distantes de 358 mètres. La ligne numéro un, qui va de la grande gare jusqu'aux aciéries de la capitale, dans la banlieue ouest, est souvent saturée et le matériel y est vétuste. Au point qu'il y a deux ans, aux heures de pointe d'un jour férié, des wagons explosèrent littéralement sous la pression exercée par les voyageurs. La ligne numéro deux, qui jusqu'à ce jour ne menait nulle part, restait, elle, désespérément vide. On pouvait voir, dans certaines stations, plus d'employés occupés à attendre les clients que de voyageurs.

Les autorités attendent de cette interconnexion une augmentation de la fréquentation du métro, à un moment où Pékin connaît des embouteillages de plus en plus sérieux : le nombre des vélos dépasse en effet les six millions dans l'agglomération et celui des véhicules augmente de plusieurs dizaines de milliers d'unités chaque année. Il s'agit cependant plus de voitures que de bus, le nombre de ceux-ci étant insuffisant et la qualité des transports en commun ne cessant de se détériorer. Le gouvernement chinois a dans ses brouillons des plans de développement de son réseau de métro, actuellement indigne d'une grande métropole. Des sociétés étrangères — en particulier françaises — sont intéressées.

Mais l'argent manque, et surtout les devises. En attendant, les Pékinois devront continuer de pédaler sur leur vélo noir Pigeon. Eternité, ou toute autre marque moins prestigieuse, dans la froideur de l'hiver ou la canicule de l'été. Ce qui explique le son apporté à la bicyclette, choisie avec la même méticulosité qu'une auto chez nous — ne veut-elle pas l'équivalent de deux mois de salaire moyen ? — et qui sert parfois d'unique moyen de transport pour une famille entière...

P. de B.

Un symbole : la pénurie de porc

DEPUIS le début de décembre 1987, la viande de porc est à nouveau rationnée dans les plus grandes villes chinoises. Le sucre l'est également, mais c'est sans aucun doute le rationnement du porc — 1 kilo par personne et par mois sur le marché d'Etat, au prix subventionné — qui a le plus frappé les imaginations : le souvenir des moments les plus durs de l'ère de Mao Zedong, lorsque le ventre était le premier à souffrir de l'austérité, n'a pas encore disparu des mémoires. Le mouton et le bœuf ne sont pas rationnés, mais sont considérés avec dédain par les Chinois, au point que « viande » et « porc » sont synonymes dans le langage courant.

La pénurie de porc symbolise à elle seule le cercle vicieux des difficultés de la Chine à introduire ces mécanismes d'économie de marché qui font recette dans le secteur des biens de consommation. Les paysans des régions avoisinant les grands centres urbains ont abattu, en 1986, un grand nombre de porcs, se désintéressant de l'élevage en raison de la hausse des prix de l'alimentation du bétail — elle-même résultant d'une chute de la production des céréales, causée par une politique maintenant les prix artificiellement bas.

L'Etat, pour sa part, ne peut se permettre d'augmenter son prix d'achat de la viande de porc à la production, ce qui se répercuterait sur les prix à la consommation dans des centres urbains où les salaires sont trop faibles pour supporter des hausses significatives. Nombre de paysans ont préféré, de ce fait, se tourner vers des activités plus lucratives comme la culture des légumes, vendus au marché libre.

Les palliatifs annoncés par les autorités (fournitures exceptionnelles de porc par d'autres provinces, notamment) et l'assurance que ces difficultés sont « temporaires » ne consolent guère les citoyens : ils savent, pour l'avoir lu dans les journaux officiels, que ce problème ne sera pas résolu avant plusieurs années, et que, au bout du compte, leur portefeuille en pâtira nécessairement.

F. D.

TIMBRES ET COLLECTIONS

Pour découvrir et tout savoir sur la philatélie

- Connaître toutes les formes de timbres et d'oblitérations : série courante, commémoratifs, roulettes, carnets, blocs-feuillets perforés...
- Que collectionner : les timbres classiques, modernes, thématiques, neufs, oblitérés, dentelés ou non, les marques postales.
- Comment commencer une collection ? Avec quel matériel, selon quelle méthode ?
- Acheter, vendre, échanger : les clubs, les négociants, les ventes.
- Le coin de l'expert : les variétés, les faux.
- L'histoire de la Poste jusqu'aux P et T modernes.
- Un glossaire des termes philatéliques.



Préface de SAS le Prince Rainier III de Monaco. Une collection Le Monde des philatélistes - Hachette Jeunesse.

UN OUVRAGE CONÇU ET RÉALISÉ PAR L'ÉQUIPE DU MONDE DES PHILATÉLISTES. UN VOLUME INDISPENSABLE AUX COLLECTIONNEURS CHEVRONNÉS, COMME AUX DÉBUTANTS. VOLUME CARTONNÉ. 22,5 x 29 CM. 96 PAGES ENTièrement EN COULEURS. 110 F.

TIMBRES ET COLLECTIONS

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Nombre d'exemplaires x 120 F (Frais d'expédition inclus) TOTAL

Reboute à retourner au Journal Le Monde, service de vente au numéro, 5, rue des Saussaies, 75007 PARIS Cedex 08.

(Publicité)

Fer M. CHIL MYER STZERN

Il est demandé à Monsieur Raymond STZERN — on a toute personne le connaissant ou l'ayant connu — qui a résidé : 17, rue Saint-Denis à PARIS, de bien vouloir contacter : KLINER & Co. SOLICITORS, 180 HOPE STREET, GLASGOW G 2 2UE, Ecosse ROYAUME-UNI

Picard supprime la clé!

Parade

La serrure automatique sans clé

- Un code que vous choisissez vous-même.
- Un code que vous pouvez changer immédiatement vous-même.
- Un code qui commande l'ouverture ou la fermeture sans effort des 10 pédales de votre serrure.
- Plus d'oubli, la porte est toujours bien fermée.
- Plus de risque de clé oubliée à l'extérieur.
- Plus de clé perdue ou volée.

4, rue Saint-Sauveur 75002 Paris - Tél. : 42-33-44-85

Le Monde de l'Éducation

PROF: UN MÉTIER D'AVENIR

120 PAGES en vente chez votre marchand de journaux 15 F

RECRUTER 300.000 PROFESSEURS D'ICI L'AN 2000

Est-ce nécessaire? est-ce possible? pourquoi faire?

TROIS JEUNES SUR QUATRE AU BAC DEMAIN

Est-ce utile? avec qui? comment faire?

25 MILLIARDS POUR L'ÉDUCATION DANS LES 5 ANS

Pourquoi pas plus? pourquoi pas moins? Et si la solution était ailleurs?

Une Chine communiste de Pékin

Le régime communiste de Pékin...

Le régime communiste de Pékin...

Le régime communiste de Pékin...

AUX TROIS QUARTIERS

هكذا من الاصل

سكنا من الاجل

Europe

Les initiatives diplomatiques de M. Erich Honecker

Première visite en France d'un chef d'Etat est-allemand

Quatre mois à peine après sa visite historique en RFA, le chef de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker, effectuée du jeudi 7 au samedi 9 janvier son premier séjour officiel en France. Il sera reçu à deux reprises par le président Mitterrand. Il aura également vendredi une série d'entretiens avec le premier ministre, M. Jacques Chirac, le ministre des affaires étrangères, M. Jean-Bernard Raimond, et le président du Sénat, M. Alain Poher.

La dernière fois que M. Erich Honecker est venu à Paris, c'était... en mars 1985. Il avait quitté quelques mois plus tôt sa Sarre natale - qu'il n'aurait plus revoir jusqu'en septembre dernier - et il participait à un rassemblement qu'organisaient en France les jeunes travailleurs antifascistes européens. Parce qu'il est aujourd'hui le chef d'un Etat qui a fait de la résistance au fascisme le dogme fondateur, parce que la France conserve une place privilégiée dans l'esprit de nombre de ces combattants de la guerre d'Espagne ou anciens résistants allemands qui forment encore une large part du personnel politique de la RDA, M. Erich Honecker ne saurait manquer d'évoquer ces souvenirs des années 30.

Mais l'importance, pour la RDA, de la visite qu'il effectue en France du 7 au 9 janvier ne tient pas qu'à des raisons sentimentales. C'est la première fois en effet qu'un chef d'Etat est-allemand est reçu par l'une des trois puissances occidentales exerçant des responsabilités en Allemagne et à Berlin. En termes de reconnaissance internationale, cela fait date.

M. Honecker répond à une invitation qui lui avait été transmise en 1985 à Berlin par M. Laurent Fabius, alors premier ministre. Si elle tarda aussi longtemps à se

concrétiser, c'est que Paris ne pouvait guère accueillir un dirigeant est-allemand qui boudait la République fédérale et qui, sous la pression de Moscou, reporta à plusieurs reprises la visite à laquelle le convoitait le gouvernement de Bonn. La nouvelle politique étrangère soviétique, la décapitation Est-Ouest, ont rendu possible à l'automne ce voyage historique en RFA et levé l'obstacle pour Paris.

Du côté français, l'invitation faite à M. Honecker s'inscrit dans le cadre d'une politique de relations avec l'Europe de l'Est qui n'aura guère eu le temps de se développer au cours du septennat qui s'achève. Si cette visite devait véhiculer un message, ce ne pourrait être qu'un encouragement aux quelques ouvertures vers l'Occident dont a fait preuve ces derniers mois la RDA. M. Honecker, même si l'on peut imaginer que l'envie ne lui en manque pas, n'est pas en France un interlocuteur habilité pour parler autrement qu'en termes généraux des questions relatives au désarmement. Il n'est pas d'autre part habilité à parler de Berlin, puisqu'en droit la situation de la ville est du ressort exclusif des quatre puissances de tutelle (Etats-Unis, Grande-Bretagne, France, URSS) et que Berlin-Est, contrairement à ce qu'il voudrait faire admettre, n'est pas la capitale de la RDA, mais celui des quatre secteurs de la ville placés sous contrôle soviétique. La France observe scrupuleusement les formes en la matière, même quand cette observance peut paraître quelque peu artificielle (ainsi M. Laurent Fabius, dans la formulation officielle, ne se rendit-il jamais en visite à Berlin-Est, mais séjourna « à Berlin » dans le cadre de sa « visite en RDA »). M. Honecker n'aura donc pas à donner son avis sur les propositions récemment transmises à Moscou par les alliés occidentaux en vue d'améliorer la situation de Berlin-Ouest.

Au plan bilatéral, on n'attend pas non plus la signature d'accords particuliers, et il s'agit simplement de mettre en valeur les acquis de la coopération. Les échanges commerciaux entre les deux pays, désormais équilibrés, ont connu ces deux dernières années une progression modeste, mais l'on est encore très loin des résolutions prises lors du voyage de M. Fabius à Berlin, en dépit du souci des Allemands de l'Est de diversifier leurs partenaires économiques occidentaux. Le volume des échanges a été en 1986 de 5 milliards de francs, alors que la France et la RDA s'étaient engagés à les porter à 7 milliards dès 1985 et à 20 milliards en 1990. Cela place la France au deuxième rang des fournisseurs occidentaux de la RDA, très loin derrière la République fédérale, qui profite, il est vrai, du traitement de faveur réservé au commerce inter-allemand.

Le succès du centre culturel français

La véritable réussite et le plus beau fleuron des relations entre la France et la RDA sont en fait d'ordre culturel. La France n'a accepté en 1980 de signer avec ce pays un accord culturel dont les Allemands de l'Est étaient demandeurs que moyennant l'ouverture d'un centre culturel français à Berlin-Est. Ce centre, situé en plein cœur de l'ancienne capitale, sur l'avenue Unter den Linden, a été inauguré en janvier 1984 par M. Claude Cheysson. Quatre ans après, il connaît un remarquable succès auprès d'un public avide, parce que souffrant de la rareté ambiante, et qui s'est libéré de ses inhibitions des débuts : on fait la queue pour certains spectacles devant le centre culturel français ; c'est dire que l'on ne craint pas de s'y montrer.

Outre les activités classiques d'enseignement du français, le centre met à la disposition du public une bibliothèque et une salle de lecture où l'on peut consulter les journaux français, introuvables ailleurs. Ses animateurs ont su, dans le choix des spectacles, expositions, conférences qu'ils proposent, à la fois préserver un très haut niveau culturel et être à l'écoute d'un public un peu mieux informé que celui des autres pays de l'Est, grâce notamment aux radios et télévisions ouest-allemandes. Son venue à Berlin-Est, pour ne citer que quelques exemples, des expositions de Caricatures de Man Ray, d'Agnes B ou d'affiches du musée de la publicité, d'innombrables spectacles et films (le Nom de la rose a battu les records d'affluence) ; sont venus Dominique Fernandez et Michel Tournier, Alain Robbe-Grillet, Patrice Chéreau pour s'entretenir avec le dramaturge Heiner Müller, ou bien Elisabeth Roudinesco pour raconter l'histoire de la psychanalyse devant une salle bondée qui semblait avoir le tout Lacan (évidemment introuvable en RDA).

Les animateurs du centre organisent, en outre, des tournées de leurs expositions et conférences dans les villes de province, ce que ne prévoyait pas les accords culturels, mais que les autorités laissent faire, et qui démultiplie l'impact de ces manifestations. Ce centre culturel coûte cher, notamment parce que les Allemands de l'Est lui font payer la même somme qu'ils acquittent à Paris pour leur centre culturel, situé dans un immeuble cossu du boulevard Saint-Germain. Mais c'est à coup sûr l'une des plus belles réalisations de l'action culturelle française à l'étranger et qui assure à la France en RDA une présence dans ce domaine sans commune mesure avec celle des autres pays occidentaux.

CLAIRE TRÉAN.

Une lettre au chancelier Kohl relance l'option « triple zéro »

BONN de notre correspondant.

Le chef du Parti et de l'Etat est-allemand, M. Erich Honecker, a adressé, le 16 décembre dernier, une lettre au chancelier Kohl, invitant le gouvernement de la RFA à joindre ses efforts à ceux de la RDA pour supprimer les missiles nucléaires de portée inférieure à 500 kilomètres.

Cette lettre, dont le porte-parole du gouvernement de Bonn avait accusé réception le 4 janvier, a été publiée intégralement mardi 5 janvier dans la presse est-allemande. M. Honecker déclare suivre avec « un intérêt soutenu » les efforts de Bonn pour étendre à d'autres types d'armes nucléaires l'accord passé entre Soviétique et Américains sur la suppression des missiles à moyenne portée. Il répond aussi aux préoccupations du chancelier Helmut Kohl concernant la modernisation des missiles à courte portée nationale de la RDA et en Tchécoslovaquie. Le chancelier avait évoqué ce problème lors de la visite de M. Honecker en RFA, au mois de septembre dernier. « Je peux aujourd'hui vous faire part, écrit le numéro un est-allemand, que nous procédons actuellement à des consultations sur ce thème avec nos alliés (...) Au cas où vous seriez prêts à renoncer à la modernisation de ce type d'armes, cela pourrait conduire, sur la base du principe d'égalité, la suppression d'armes américaines et à d'autres options zéro ».

Le message de M. Honecker est clair : la poursuite du rapprochement entre les deux Etats allemands et ses conséquences : augmentations des autorisations de sortie des citoyens de la RDA, « humanisation » de la frontière interallemande

etc., sont liées à l'attitude du gouvernement ouest-allemand sur les questions de sécurité et de désarmement. En insistant sur les missiles à courte portée, le numéro un est-allemand touche un point sensible. Ces armes seraient en cas de conflit principalement utilisées sur le territoire allemand, de l'est et de l'ouest.

Les réactions ne se sont pas fait attendre à Bonn. Le président du groupe parlementaire CDU/CSU, M. Alfred Dräger, s'est déclaré d'accord avec une partie du contenu de la lettre de M. Honecker, celle concernant l'inclusion des armes à courte portée dans les futures négociations sur le désarmement. M. Dräger n'est toutefois pas favorable à une option zéro dans ce domaine. Il envisage seulement une réduction de ce type d'armement « à un niveau qui permette de faire face à une attaque massive de forces conventionnelles ». Pour M. Egon Bahr, porte-parole du Parti social-démocrate sur les questions de sécurité et de désarmement, la lettre de M. Honecker ne comporte en revanche « aucun point inacceptable ». « Au contraire », poursuit M. Bahr, « on peut estimer qu'il existe aujourd'hui en Europe centrale, après le traité FNI, des positions communes : désarmement, réduction au plus bas niveau possible des armes nucléaires de portée inférieure à 500 km, pas de modernisation de ces dernières pouvant annuler les effets du traité de Washington, sécurité commune par la réduction des forces conventionnelles ».

Dans les milieux proches de la chancellerie, on indique que le chancelier Kohl répondra « bientôt » à la missive venue de Berlin-Est.

LUC ROSENZWEIG.

Les mutations dans les pays de l'Est

Le gouvernement de Varsovie n'exclut pas un dialogue avec l'opposition

Le gouvernement polonais a posé, mardi 5 janvier, ses conditions à l'ouverture d'un dialogue avec les responsables du syndicat dissous Solidarité : il les a invités à abandonner leur « politique de négation » envers les réformes du gouvernement et à mettre un terme « à leurs activités illégales ».

Pour cette sorte d'invitation, le porte-parole du gouvernement, M. Jerzy Urban, a pris prétexte d'une lettre non publiée adressée à l'hebdomadaire Polityka par un ancien conseiller de Solidarité. Dans ce texte, l'historien Jerzy Holzer, demandait au général Jaruzelski et à Lech Walesa de « s'entendre et arriver en commun à la solution » de la crise polonaise.

M. Urban a indiqué que le pouvoir « n'excluait à priori personne au dialogue [qu'il] poursuit avec la société ». « Nous ne demandons à personne d'où il est venu. L'essentiel est ce qu'il veut faire pour le bien du pays », a-t-il ajouté, invitant « les anciens militants et conseillers de Solidarité à se joindre aux réformateurs » (officiels). M. Urban a

estimé que « les réformes apportent de larges possibilités de dialogue. Les parties en présence n'ont pas l'obligation de perdre leurs particularités, traditions ou sentiments ».

En réponse à ces déclarations, M. Lech Walesa a indiqué à Gdansk qu'il était prêt à négocier mais « sans conditions » et dans le respect de la législation nationale et des conventions internationales sur le pluralisme syndical et politique. « Plus nous arrivons rapidement à nous entendre, mieux cela vaudra. J'estime cependant que sans pluralisme authentique l'entente entre Polonais est impossible ».

Soulignant que le simple fait de mentionner l'existence de Solidarité dans un communiqué officiel était chose rare, l'historien Bronislaw Geremek, l'un des principaux responsables de Solidarité, a noté pour sa part « un changement de ton évident ». « Cela ne peut pas être accidentel, a-t-il dit, mais nous devons attendre des actes et des décisions après ces paroles... » (AFP, Reuters.)

L'agence Tass rejette à son tour tout parallèle entre la « Perestroïka » et le « printemps de Prague »

A la veille de la visite que doit faire à Moscou le nouveau chef du Parti communiste tchécoslovaque, M. Milos Jakes, l'agence soviétique Tass a repris à son compte l'analyse officielle faite par le régime tchécoslovaque du « printemps de Prague » (le Monde du 6 janvier).

Dans un commentaire diffusé mardi 5 janvier, elle accuse la propagande occidentale d'essayer d'établir un parallèle entre l'évolution actuellement en cours en Union soviétique et celle qui avait amené à l'intervention des forces du pacte de Varsovie en 1968 en Tchécoslovaquie.

Cette mise au point fait suite à des déclarations d'un historien soviétique, M. Smirnov, qui, en des propos ambigus laissant entendre que l'on pourrait peut-être revoir l'analyse du « printemps de Prague ».

Réaffirmant la thèse officielle tchécoslovaque, le quotidien du PCT, Rude Pravo, avait qualifié lundi de « mensonge grossier » toute tentative de parallèle entre la

politique de « perestroïka » et la « contre-révolution » de 1968 en Tchécoslovaquie.

Le plénum de janvier 1968

Effectivement, la démocratisation, la rénovation et autres appels, apparus en Tchécoslovaquie après le plénum du comité central du PC tchécoslovaque, en janvier 1968, ressemblent beaucoup à ceux que l'on entend actuellement en Union soviétique. Mais, ajoute-t-elle, « les décisions de ce plénum de janvier sont restées lettre morte, dans la mesure où la direction opportuniste de droite du PCT ne put élaborer un véritable programme d'action » dans les domaines économique et culturel. La politique menée par M. Alexandre Dubcek, souligne Tass, conduisait à l'affaiblissement des positions du PCT et « portait préjudice aux bases du socialisme dans le pays ».

L'intervention surprenante d'Abbas Ali Hamadei

Düsseldorf (AFP). — Abbas Ali Hamadei est intervenu spectaculairement, dès le début de son procès, mardi 5 janvier à Düsseldorf, en demandant à son clan de libérer l'otage allemand Rudolf Cordes détenu au Liban depuis janvier 1987. Abbas Ali Hamadei, vingt-neuf ans, est le premier des deux frères d'une famille chite du Liban sud, incarcérés en RFA à être jugé.

Sûr de lui et détendu, il a insisté à ses avocats le soin de répondre à toutes les accusations sur l'enlèvement, annonçant qu'il n'ouvrirait pas la bouche à ce sujet. Il accepte seulement de parler de sa vie privée.

Les Moudjahidines pour la liberté (MPL), proche du Hezbollah pro-iranien, qui ont enlevé les deux frères d'un autre otage allemand, M. Alfred Schmidt (libéré en septembre), ont prévenu que le sort de Rudolf Cordes dépendra de l'issue du procès.

Par ailleurs, les MPL accusent les autorités de Bonn de « maltraiter » en prison Mohammed Hamadei, le frère d'Abbas Ali Hamadei, accusé d'avoir participé au détournement d'un Boeing de la TWA en juin 1985 et en attente de jugement.

ESPAGNE: Juan Carlos a cinquante ans

Un éloge unanime

MADRID de notre correspondant

C'est le 5 janvier 1938 que le roi d'Espagne est né, à la clinique anglo-américaine de Rome, où son père Don Juan avait accompagné en exil son grand-père, Alphonse XIII.

Juan Carlos a fêté son anniversaire avec discrétion : comme de coutume, il s'est levé à 7 heures et a commencé sa journée de travail à 8 heures. Il a déjeuné et dîné en famille. Seule entorse aux habitudes pour ce jour exceptionnel, il a assisté dans l'après-midi à un concert donné en son honneur par l'Orchestre national d'Espagne avec, en soliste, le violoncelliste Rostropovitch, ami personnel de longue date du souverain et de son épouse.

La discrétion de la famille royale n'a pas empêché la presse de consacrer des dizaines de pages à l'événement. La télévision a diffusé une émission spéciale d'une heure retraçant la vie du roi. Toutes tendances confondues, c'est un concert d'éloges qui s'est manifesté à cette occasion : à gauche comme à droite, chacun rappelle l'indéniable rôle joué par le souverain dans le rétablissement et la consolidation de la démocratie en Espagne. Un rôle que bien peu s'attendaient pourtant à voir jouer, à la mort de Franco, par celui que l'on appelait à l'époque, cruellement, « Juan le Bref ».

Cet éloge unanime frise parfois l'adulation. Dans l'Espagne démocratique d'aujourd'hui, le monarchisme reste le dernier sujet tabou, celui qui n'admet pas la critique. La justice vient d'ailleurs de le rappeler de manière spectaculaire : pour avoir écrit dans une revue basque, il y a cinq ans déjà, que Juan Carlos avait un passé tranquille, un journaliste, Javier Fernandez, a été condamné, il y a quelques jours, par le Tribunal suprême à six ans de prison !

Après quarante années de dictature et d'exclusion d'une partie du pays par l'autre, Juan Carlos a réussi à incarner ce dont les Espagnols avaient le plus besoin pour penser les siècles du passé : un dénominateur commun.

THERRY MALINIAK.

Un sondage récemment publié par l'hebdomadaire Tiempo montre que l'image du roi Juan Carlos est jugée « bonne » ou « très bonne » par 76 % des Espagnols, et que plus de 70 % d'entre eux acceptent l'institution monarchique.

MADELIOS

POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR

PRIX SPECIAUX*

DE JANVIER

COSTUME pure laine	2.475F	1.420F
VESTE pure laine	1.425F	995F
BLOUSON 65% polyester 35% coton	685F	535F
PULL-OVER laine d'agneau	395F	280F
CHAUSSURE à boutelle soie	89F	59F
CHAUSSURE à boucle semelle cuir	650F	470F

* DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES

PLACE DE LA MADELEINE, PARIS

Amériques

● BRÉSIL : nomination de M. Nelson de Nobrega comme ministre des finances. — Le président brésilien, M. José Sarney, a nommé officiellement mardi 5 janvier M. Nelson de Nobrega au poste de ministre des finances en remplacement de M. Luiz Carlos Bresser qui avait présenté sa démission le 18 décembre. Agé de quarante-cinq ans, M. Nobrega était auparavant secrétaire général de ce même ministère, poste qu'il avait déjà occupé de 1980 à 1985 sous le dernier gouvernement militaire du général Figueiredo. Depuis la démission de M. Bresser, il était ministre par intérim. — (AFP.)

● NICARAGUA : Commission d'enquête internationale à Managua. — Une commission d'enquête internationale est arrivée mardi 5 janvier à Managua pour vérifier le respect par le gouvernement sandiniste de l'accord de paix pour l'Amérique centrale signé le 7 août dernier à Guatemala. Le groupe de quinze personnes, comprenant des représentants des Nations unies, de l'Organisation des Etats américains et de

trois pays latino-américains, devait rencontrer mardi et mercredi les dirigeants du gouvernement et de l'opposition. La commission, qui s'était rendue auparavant au Costa Rica, ira ensuite au Guatemala, au Honduras et au Salvador. — (Reuters.)

● SURINAME : Sept civils tués par des militaires. — Sept personnes ont été tuées, le 31 décembre dernier, par des militaires surinamiens à Poligrón dans le centre du pays, et affirmé mardi 5 janvier à Paramaribo, un défenseur des droits de l'homme, M. Stanley Rensch, cité par l'agence de presse néerlandaise AFP.

Selon M. Rensch, les victimes étaient des membres de la communauté noire des « Bushnegros », les descendants d'esclaves qui constituent le principal soutien à la guérilla conduite par Ronnie Brunswijk contre le régime du lieutenant-colonel Bourgeois. Il s'agit du premier incident depuis les élections législatives du 25 novembre dernier, largement remportées par l'opposition au régime militaire. Les autorités surinamiennes ont ouvert une enquête sur cette affaire. — (AFP.)

Le compte rendu de la fin de l'année

nouvelle augmentation de... dans le monde...

Charpy quitte le poste de la nation

Il n'y a aucun de ses... adversaires de Valéry...

Commentaire

Un timbre pour la FN

Il y a une... de la FN...

Le Monde

THEATRE DE LA COLLINE



Comédie-Française, l'Opéra, Chaillot, le Théâtre national de Strasbourg. Il ne s'agit pas de concurrence, les moyens de chacun diffèrent d'ailleurs considérablement. Il s'agit de complémentarité.

Naturellement, les candidats ne manquaient pas. En définitive, Jorge Lavelli a été choisi. Peut-être parce que dans des institutions comme la Comédie-Française, le Théâtre de la Ville, l'Opéra, il a su, tout en le respectant, montrer le répertoire, lyrique autant que dramatique, sous des éclairages inattendus. Aussi parce qu'il a su mettre les œuvres d'aujourd'hui au même niveau que les classiques incontestés.

Pour la première fois, Jorge Lavelli prend la responsabilité d'une entreprise.

On a fait confiance à sa maîtrise, son audace. Il a décidé de consacrer aux auteurs de notre siècle ce théâtre national qui a pris pour nom la Colline. C'est un pari risqué, le seul possible, celui de l'avenir.

C. G.

PARIS bouge. On construit un Opéra à la Bastille, et rue Malte-Brun, tout juste place Gambetta, on remet entièrement à neuf et on aménage un théâtre national. Un théâtre national, c'est-à-dire au sens plein, une institution. Il y a dans le mot quelque chose de prestigieux, de majestueux.

Guy Rétoré, qui avait installé là, dans un vieux cinéma, le Théâtre de l'Est parisien (TEP), avait obtenu le titre en 1972. Puis il s'est battu pour obtenir un bâtiment digne du titre. Il a dit qu'il s'en traitait quand ce but serait atteint. Il a tenu parole. Il est dans le quartier, dans une salle qui a conservé le sigle TEP.

Pour le nouveau théâtre national, il fallait trouver un directeur. Le ministère a cherché quelqu'un dont les options répondent à la ruse vers l'Est, au déplacement et au renouvellement des populations, à l'évolution socioculturelle de Paris. Producteur ou créateur? Quelqu'un en tout cas capable d'imprimer sa marque à cette institution qui doit trouver son identité, sa place dans l'espace laissé libre par les autres, par la

Les bienfaits de l'expérience

POLYVALENCE... Vous avez dit polyvalence? Tiens, comme c'est bizarre... L'atmosphère des années 80 est assurément revenue d'une expression qui prêtait sûrement trop d'ambition à l'architecture et sans doute trop de besoins à un théâtre qui, par pure gourmandise, confondait un peu vite nécessité et potentialité. Des erreurs ruineuses ont donc été commises au nom de la polyvalence. Mais de ces erreurs est née une somme d'expériences dont on commence aujourd'hui à mesurer l'intérêt.

Le concept de rénovation a sans doute longtemps prévalu pour des raisons similaires: l'adaptation à des nouveaux besoins scéniques, les impératifs de la sécurité venant opportunément au secours des directeurs de salle pour faire tomber les subventions. Cela a conduit à utiliser le parc des théâtres existants, notamment à Paris, et à modifier parfois considérablement les salles plutôt que d'en construire de nouvelles, ce qui n'aurait pas forcément coûté plus cher. Seule la musique a fait surgir ex nihilo un espace comme l'IRCAM, outil purement technique où s'est effacé l'architecte, et s'est annexé le Palais des congrès, exemple peu convaincant de ce qu'a pu produire l'architecture française des années 60.

Polyvalence et rénovation ont donc été simultanément, ou alternativement, les mots-clés de l'architecture des théâtres à Paris,

jusqu'au projet du TEP, désormais Théâtre de la Colline. Si l'on avait crié hero sur les fabricants de polyvalence, les architectes de Chaillot, version 74, seraient sortis du champ architectural avec une casserole aussi volumineuse que celle de leur commanditaire, resté passablement célèbre sous le nom de Jack Lang. Si l'on avait dû tenir rigueur aux rénovateurs des brutalités formelles qu'ils firent subir à de nobles et vieux théâtres, les maîtres d'œuvre du Théâtre de la Ville (1967), anciennement Sarah-Bernhardt, auraient bien des raisons de porter un chapeau d'âne et de passer l'entr'acte au coin.

Or ce sont les mêmes, Valentin Fabre et Jean Perrotet, associés pour la circonstance à Cattani qui, après avoir fait leurs armes dans la rénovation et la polyvalence, viennent de produire ce petit bijou qu'est le Théâtre de la Colline. L'expérience acquise? Sans doute, mais aussi une grande évolution dans les exigences de la maîtrise d'ouvrage, et surtout une évolution générale de l'architecture vers la maîtrise de l'échelle, vers le raffinement, vers la recherche d'astuces qui, mêmes imparfaites, donnent vie à l'espace, déploient un flux infini, imprévisible de circulations, engendrent un charme et une familiarité propres à la naissance des idées, du plaisir. Tel apparaît le Théâtre de la Colline.

La rénovation du Théâtre de la Ville avait consisté à vider une coquille pour la remplir à

la spatule de gradins. Problème d'occupation de l'espace évidemment restreint. Mais le travail n'a pas été plus facile, rue Malte-Brun, table rase faite du vieux cinéma qui a abrité naguère le TEP. Un terrain «impossible», comme on dit, presque aussi inconfortable que celui sur lequel s'accroupit l'Opéra de la Bastille, des accès peu visibles, et bien peu propices aux gestes architecturaux... Et voici que se met en route l'ingéniosité, un peu comme cela s'était passé, toutes proportions gardées, lorsque Victor Louis dut donner à la Comédie-Française l'apparence du volume et de la symétrie.

Le plus frappant ne réside pas, pour nous, dans les qualités de visibilité (excellente) ou dans l'acoustique (heureuse), ni dans l'excellente qualité d'un «outil» qui répartit en toute justice son volume à égalité entre la salle et la scène, ni dans un matériel «up to date», qui fait désormais tenir dans la paume d'une main le jeu d'orgues qui ne tenait pas entre les biceps de plusieurs gros bras... Le plus frappant ne réside pas non plus dans une polyvalence mesurée qui permet, en un temps raisonnable, d'avancer ou de reculer quelques gradins au profit d'un proscenium ou d'une fosse d'orchestre. Tout cela, au fond, relève de la normalité, du travail d'un bon directeur de salle qui aura su dialoguer au plus près avec des architectes expérimentés et d'excellents techniciens. Il y a sans doute eu des étonnements, il

y aura sans doute des détails, des imprévus à rectifier. Cela s'appelle essayer les plâtres, le plus normalement du monde.

Ce n'est pas minimiser le travail de l'équipe pluridisciplinaire qui a accouché du théâtre, que de dire à quel point l'architecture lui donne un sens. Un sens qui dépasse le simple outil, la boîte à spectacles comme il a été et reste possible d'en construire à répétition, sans qualité propre, sans personnalité. Il n'y aura jamais qu'un Théâtre de la Colline, parce qu'il se définit, au-delà de la salle, par la rampe d'accès des camions qui, partant de la façade même de la rue Malte-Brun, conduit, quelques mètres plus bas, à la hauteur du plateau. Parce que la double entrée (qui a ses billets, qui n'en a pas?) suffit à créer la rien de dissymétrie qui oriente un bâtiment. Parce que le théâtre est un théâtre, aperçu de la rue, mais aussi un théâtre des années 80: autrement dit, les architectes ont su renouveler la symbolique de ce type d'édifice, comme ils ont su en maîtriser la technique. Or symbolique et technique se répondent naturellement, sans bruit tapageur, sans contorsion, sans excès de couleurs. En somme, de l'architecture belle, efficace et modeste.

FREDERIC EDELMANN.

هكذا من الالهي

هكذا من الامل



UN NOUVEAU THÉÂTRE DANS PARIS SAISON INAUGURALE

Depuis des dizaines d'années, on n'avait pas construit de théâtre dans Paris. Jorge Lavelli, qui en est le directeur, a choisi de consacrer le Théâtre national de la Colline aux auteurs du XX^e siècle.

LE PUBLIC de Lorca

Texte français d'Armando Llamas
Mise en scène de Jorge Lavelli
avec la collaboration
de Dominique Poulange
Musique de Zygmunt Krauze
Décors de Louis Bercut
Costumes de Francesco Zito
du 7 janvier au 25 février 1988
à 20 h 30
Création

Avec : Daisy Amias, Lucie Arnold, René Bazinet, Charles Berling, Alain Berlioux, Daniel Bérioux, Marcel Bozonnet, Olimpia Carisi, Michel Didym, Julien Dubois, Christian Fischer Naudin, Charles Gonzales, Rudy Laurent, Maria de Medeiros, Philippe Nahon, Charles Nelson, Jean-François Perrier, Caddy Raffalli, Jean-Jacques Scheffer, Laurent Schuh, Patrick Serraf et l'Atelier musical de Varsovie

Pour inaugurer le Théâtre national de la Colline, Jorge Lavelli a choisi de mettre en scène une pièce de Federico Garcia Lorca qui n'a jamais été représentée en France. Ecrite en 1930, retrouvée en 1976, *Le Public* appartient à une partie encore mal connue de l'œuvre de Lorca, novatrice, iconoclaste, surprenante. La pièce est un voyage à travers le temps et l'espace du théâtre : elle parle de la vérité et des masques, du dévoilement et de l'illusion, de la révolution des formes et de la révolution des valeurs, dans une langue flamboyante qui met à nu « l'impuissance de Lorca à s'assumer totalement, sans compromissions » (J. Lavelli).

UNE VISITE INOCCUPANTE de Copi

Mise en scène de Jorge Lavelli
avec la collaboration
de Dominique Poulange
Décors et costumes de Louis Bercut
du 16 février au 16 mars 1988 à 21 h
Création

Avec : Michel Duchaussoy, Catherine Hiégel, Jean-Claude Jay, Philippe Jorris, Judith Magre, Jean-Luc Moreau

Un hôpital mis sans dessus dessous par l'agonie d'un grand comédien (peut-être imaginaire), son vieux souffrant et une cantatrice hystérique, dont la folie se communique au médecin et à l'infirmière... Après la *Journée d'une révolte*, les *Quatre jumelles*, l'*Homosexuel ou la Difficulté de s'exprimer* et la *Nuit de madame Lucienne*, Lavelli retrouve l'univers de Copi, ses marginaux en quête d'identité, en déséquilibre entre réalité et fiction, ses situations imprévues, drôles et cruelles, et son humour, plus fort et plus touchant que jamais. Copi vient d'obtenir le Grand Prix de littérature dramatique de la Ville de Paris. Il nous a quittés le 14 décembre 1987.

LA TRAVERSÉE DE L'EMPIRE de Arrabal

Mise en scène
de Fernando Arrabal
Décors et costumes
de Radu et Miruna Boruzescu
Lumières d'André Collet
du 11 mars au 14 avril 1988
à 20 h 30
Création

Avec : Françoise Bertin, Albert Delpy, Paula de Oliveira, Daniel Rialet

Sur fond de guerre apocalyptique, violente et dérisoire, ultra-moderne et médiévale, la rencontre de deux déserteurs, Virgile et Isabelle, d'un étrange homme-loup et du docteur Iago, guerrier et homosexuel. Quatre survivants qui s'aiment, se dévorent, ou rêvent de l'initiation proposée par la princesse Sakoto. L'univers fantastique de Radu et Miruna Boruzescu devrait particulièrement convenir à cette « fable philosophique qui nous annonce un troisième millénaire à la fois brutal, mystique et sentimental » (F. Arrabal).

LES CHAISES de Ionesco

Mise en scène de Jean-Luc Boutté
Décors et costumes de Louis Bercut
du 15 avril au 22 juin 1988
à 21 h

Avec : Pierre Dux et Denise Gence

La pièce peut-être la plus célèbre du « grignot tragique » de Ionesco, trente-cinq ans après sa création, nous conduit d'abord par l'efficacité de sa forme, l'étonnante dynamique de sa construction, et la fraîcheur intacte de son invention verbale : le « théâtre de l'absurde » nous apparaît désormais comme un théâtre poétique et visionnaire.

L'AUDITION de Bourdet

Mise en scène de Gildas Bourdet
Décors de Gildas Bourdet
du 22 avril au 26 mai 1988
à 20 h 30
Création

Distribution en cours

Après avoir mis en scène les paumés de *Station-service* ou *des Crachats de la lune*, Gildas Bourdet s'intéresse dans sa dernière pièce à une autre forme de marginalité : l'*Audition* raconte le tournage d'un film sur le tournage d'un film, dans l'espace mythique d'une villa de luxe de la Méditerranée. Dans cet Olympe moderne, qui met en jeu notre rapport à la richesse et à ses représentations, la fille sourde et muette d'un milliardaire peut-elle être sauvée par l'amour du machiniste (chef) ? Un conte de fées d'aujourd'hui, forcément dérisoire.

LE CHEVAL DE BALZAC de Hofmann

Adaptation de Philippe Mercier
d'après la traduction
de Martine Keyser
Mise en scène et scénographie
de Philippe Mercier
du 9 mai au 11 juin 1988
à 12 h 30
Création

Avec : Roger Jendly
et Jean-Paul Roussillon

Le 18 juin 1850, avant-veille de sa mort, Honoré de Balzac a voulu assister à la première représentation de sa nouvelle pièce, *les Bourgeois*. En attendant en vain que la salle et la fosse d'orchestre se remplissent, il assiste ses considérations sur l'insatiable théâtral ou le rapport entre réalité et fiction à un interlocuteur impassible, l'inspecteur des cloaques de Paris, qui se révèle peut-être lui-même un fantastique créateur de spectacles.

15, rue Malte-Brun
métro : Gambetta
abonnement location :
43-66-43-60
Relâche le dimanche
Matinée le samedi à 15 h

CINEMA

NEUF SEMAINES ET DEMIE (A. v.o.): Le Triomphe, 9 (45-62-45-76)...

LA PLANETE SAUVAGE (Fr.-uk.): Accotone (ex-Studio Cujas), 9 (46-33-84-88)...

MUSIQUE

Les concerts

MAISON DES CULTURES DU MONDE (45-44-41-42): Tarkemestan jusqu'au 17 janv. 20 h 30 mar. (prom.)...

Jazz, pop, rock, folk

MAISON DE RADIO-FRANCE (42-30-15-16): Renaud Franco, Bruno Pasquier, Isa Hode, 18 h 30 mar. Genevieve Joy...

Les grandes reprises

AMADEUS (A. v.o.): Grand Pavée, 15 (45-54-40-01)...

Les festivals

ALFRED HITCHCOCK (v.o.): Action Rive Gauche, 9 (43-29-44-00)...

BILLETTEL, le 1er GUICHET QUI SE DONNE EN SPECTACLE. vous offre instantanément trois services: le guide des spectacles sur écran, le choix et la réservation automatique des places...

MARELYN MONROE (v.o.): Le Champ, 9 (43-54-51-60)...

THEATRE NATIONAL OPERA DE PARIS PALAIS GARNIER ORPHEE AUX ENFERS OFFENBACH/ZAGROSEK/MARTINOTY HOMMAGE A SERGE LIFAR avec les Etoiles, le Ballet et l'Ecole de Danse de l'Opera 30 Janvier, 1, 9, 10, 17, 19, 23, 25, 26, 29 Février

LES INCORRUPTIBLES LES INNOCENTS INTERUSTA LES MAIGRES LES FILMS NOUVEAUX

HARB TAXY

NOUVEAU

مكتبة من الاصل

سكن من الاجل

ARTS ET SPECTACLES

THEATRE

VO: PATHE MARIGNAN - PATHE HAUTEFEUILLE - FORUM HORIZON - LES PARNASSIENS - LES MAILLOT
14 JUILLET BASTILLE - 14 JUILLET BEAUGRENELLE
VF: PATHE FRANCAIS - PATHE MONTPARNAISSE - LES NATIONS - FAUVETTE - MISTRAL - PATHE WEPPLER

Périphérie: PATHE BELLE ÉPINE - CYRANO VERSAILLES - C2L SAINT-GERMAIN - VELIZY
4 TEMPS LA DÉFENSE - GAMMA ARGENTEUIL - FRANÇAIS ENGHEN - ARTEL NOGENT - ARTEL CRÉTEL

« Une grande puissance d'émotion »

Si « Gardens of Stone » est l'anti-« Apocalypse Now », c'est aussi parce que COPPOLA ne montre plus de militaires déchaînés, cédant au vertige de l'horreur. Mais simplement des hommes... des hommes qui aiment, des hommes qui doutent, des hommes qui pleurent... JAMES CAAN fantastique... plus vrai que nature... Il y a longtemps qu'on n'avait vu personnage aussi humain sur un écran. »

Studio Magazine

« FRANCIS COPPOLA n'a jamais eu une telle puissance, projeté à l'écran tant de force, de passion, de beauté. »

Actuel



Derrière l'uniforme d'un soldat
exemplaire: la peur, l'espoir, l'amour.

UN FILM DE FRANCIS COPPOLA
JARDINS DE PIERRE
(GARDENS OF STONE)

LES FILMS TRI-STAR MICHAEL I. LEVY «GARDENS OF STONE» JARDINS DE PIERRE
JAMES CAAN ANJELICA HUSTON JAMES EARL JONES
D.B. SWEENEY DEAN STOCKWELL MARY STUART MASTERSON
CARMINE COPPOLA BARRY MALKIN DEAN TAVOLARIS
JORDAN CRONENWETH A.S.C. DAVID VALDES
STAN WESTON JAY EMMETT FRED ROOS NICHOLAS PROFFITT
RONALD BASS MICHAEL I. LEVY FRANCIS COPPOLA

SPECTACLES NOUVEAUX

Les jours de première sont indiqués entre parenthèses.
LA DERNIÈRE BANDE. Théâtre de la Cité internationale (43-89-38-69) dim., lun. 1, 20 h 30.
LE PRINCE DES RATS. Théâtre Esplanade de Paris (43-78-46-43), 21 h, dim. 17 h 16.
QUAND J'AVAIS CINQ ANS, JE M'ÉTAI TUÉ. Théâtre du Ramblay, 8, rue des Vignes (42-88-64-44), 20 h 30, dim. 17 h (7).
LE PUBLIC. Théâtre national de la Colline (43-46-43-50), 20 h 30, sam. 15 h, dim. 14 h (8).
RUE BLANCHE. UN MIROIR POUR LA MÉMOIRE. Petit Théâtre (48-74-44-30). Les 7 et 8 à 10 h 30 et 18 h.
TOMAS. TEREZA. SABENA. FRANZ ET LES AUTRES. Théâtre 347 (48-74-44-30). Les 8, 9, 11, 12 à 20 h 30, le 9 à 15 h.
DIEU A MORT. Théâtre de Ménilmontant (11, rue du Ranzai, 75020 Paris). Les 8 à 20 h 45, le 9 à 15 h 30.
FEMMES DE CIRQUE. Poésie de La Villette (2, rue de la Cléopâtre). Sans chapiteau (48-45-50-20) (8).
L'UNE OU LE TROISIÈME. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80). Dim. 20 h 30.
LA TAUPÉ. Théâtre de la Porte-Saint-Martin (46-07-37-53). 20 h 45, sam. 18 h + 21 h, dim. 15 h 30 (9).
MERCER ET CAMBER. MOUSKART AU CHOCOLAT. Maison des arts de Créteil (48-99-18-88). 20 h 30, dim. 15 h 30 (8).
L'AVARE. Saint-Denis. Théâtre Gérard-Philipe (42-43-17-17). 20 h 30, ven. et lun. à 14 h 15, sam. à 20 h 30, dim. à 16 h (8).
SUZANNA ANDLER. Théâtre 13 (45-88-16-30). 20 h 45, dim. 15 h (8).
LA GUERRE DE TROIE N'AURA PAS LIÈU. Comédie-Française (40-15-00-15). Sam., lun., mar., à 20 h 30, dim. à 14 h (9).
UNE SOIRÉE PAS COMME LES AUTRES. Théâtre des Nouveautés (47-70-52-76). 20 h 30, sam. 18 h 30 + 21 h 30, dim. 15 h 30 (9).
LE HIBOU. Montreuil. Studio Bertinot (48-57-57-72) (11).
LES LIABONS DANGEREUSES. Théâtre Eldorado-VII (47-43-57-49). 20 h 30 (12).
JEAN-PIERRE CHABROL JOUE. Théâtre Grévin (42-46-84-47). 21 h (12).
LES CARIERS TANGO. Théâtre Antoine (43-08-77-11) (12).
AGLAVAINE ET SELVETTE. Théâtre Athénée-Louis-Jouvet (47-42-67-27) (12).
JE CHERCHE UN ÊTRE A ENVAHIR. Guichet Montparnasse (43-27-88-41) (12).
LE JARDIN DE TCHERKOV. Théâtre Renaud-Barnalt (43-56-60-70) (12).
FIN DE LA COMÉDIE. Théâtre Marie-Stuart (45-08-17-80) (12).
LE CID. BERNARDINI. Théâtre du Musée Grévin (42-46-84-47) (12).
LES FEMMES DÉNATURÉES. Cité internationale universitaire (45-89-38-69) (12).
HORS PARIS
BOURGES. WOYZECK. Les 7 et 8 à la Maison de la culture.
DIJON. L'AMOUR EN TUBES. Théâtre du Parvis Saint-Jean (80-30-63-58). De 17 au 24 janvier.
MARSEILLE. LA RÉPUBLIQUE. Théâtre d'Essai (91-42-45-33). Du 11 au 16 janvier.
MONT-SAINT-AIGNAN. L'UNIVERS ACTIF (35-74-18-70). Du 8 au 11 janvier.
TOURS. WOYZECK. Théâtre Louis-Jouvet. Du 12 au 18 janvier.

Les salles à Paris

ARCANÉ (43-38-19-70). D. Le Roman: lun. 20 h 30.
ARLEQUIN (RESTAURANT-THÉÂTRE) (43-89-43-22). O. Ne rente que l'automne: 20 h 30 (Jeu., ven., sam. dernière).
ARTS-HÉBERTOT (43-87-23-23). Daphnis et Chloé + l'île de Talipatan: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
ATHÉNÉE-Louis-JOUVET (47-42-67-27). D. Aglaïvine et Selysette: mar. 18 h 30.
BATACLAN (47-00-30-12). Zone: 20 h 45. Rel. dim. lun. D. Match d'été: 21 h 30.
BOUFFES PARISIENS (42-96-60-34). O. L'Exéc. contraire: 20 h 45 (Jeu., ven.), sam. 18 h et 21 h 30.
CAFÉ DE LA DANSE (43-57-05-35). D. Chant d'amour et d'origine: lun. 17 h.
CARRÉ SILVIA MONFORT (43-31-28-34). D. Iphigénie: ven., sam. 20 h 30, lun. 19 h 30, dim. 16 h. Rel. mar., jeu., mar.
CARTOUCHE ÉPÉE DE BOES (48-08-39-74). D. Volpone ou le roman: jeu., ven., sam. 20 h, dim. 15 h 30.
CARTOUCHE THÉÂTRE DE LA TEMPÊTE (43-28-36-36). Salle à la Vierge à la Fontaine: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun. Les Fragmatistes: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
CARTOUCHE THÉÂTRE DU SÉLÈL (43-74-24-08). L'Indiano ou l'Inde de leurs rêves: 18 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CENTRE WALLONNE-BRUXELLOIS (42-96-12-27). La Revue Paris-Glopy (Festival d'automne à Paris): 21 h. Rel. dim.
CHAUFFEAU ANNIE-FRATellini (48-45-20-20). D. Femmes de cirque: ven., sam., mar. 20 h 30, dim. 15 h 30.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (45-89-38-69). La Calce. La Dernière Bande: 20 h 30. Rel. dim., lun. D. Les Femmes déshabillées ou la rencontre imaginaire de Molière et Florentin: mar. 20 h 30.
COMÉDIE CALMARTIN (47-42-43-41). D. Revue d'après l'Élysée: ven., sam., lun., mar. 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Mon Faust: 20 h 45, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.

COMÉDIE ITALIENNE (43-21-23-22). Casanova ou la Dissipation: 20 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
COMÉDIE-FRANÇAISE (40-15-00-15). Salle Richelieu. O. La Poudre aux yeux: 14 h, jeu. 20 h 30. O. Monsieur de Pourceaugnac: 14 h, jeu. 20 h 30. O. Monsieur de Sainct-Genis: 20 h 30 (Dim.). D. La Guerre de Troie n'aura pas lieu: sam., lun. (salle réservée), mar. 20 h 30, dim. 14 h. Rééditions: les galaneries du duc d'Orléans: lun. 18 h 30.
DAUNOU (42-61-69-14). D. Monsieur Masure: ven., sam., lun., mar. 21 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, mar.
DIX-HUIT THÉÂTRE (43-26-47-47). S.O.S.: 20 h 30, dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
EDGAR (43-20-65-11). Les Babes-Cadoux: 20 h 30. Rel. dim. Nous on fait ça on nous dit de faire: 22 h. Rel. dim. 20 h 30. Rel. dim. lun. D. L'Asperge du cheval blanc: 15 h, jeu., sam., dim. 15 h, sam. 20 h 30.
ESPACE KIRON (43-73-00-25). D. Le Temps... le feu: ven., sam. 20 h 30.
ESSAI DE PARIS (43-78-46-42). Salle à la Prince des Sages: 21 h, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.
FONTAINE (48-74-74-40). Au secours, tout va bien!: 21 h, sam. 18 h. Rel. dim., lun.
GAITÉ-MONTPARNAISSE (43-27-16-15). D. L'Élégance: ven., mar. 21 h, sam. 21 h 30 et 18 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
GALERIE 55 (43-26-63-31). D. You're good man Charlie Brown: mar. 20 h 30.
GAVAILL-THÉÂTRE (GALLIE GAVAILL) (45-43-20-30). O. La petite chatte est morte: 18 h (Jeu., ven.), sam. (dernière) 15 h 30.
GUICHET MONTPARNAISSE (43-27-88-41). La Colombe + Aux Abrayes: 20 h 30. Rel. dim., lun. D. Je cherche un être à envahir: à partir de mar. et jusqu'au février 6, mar. 19 h.
LE BEAUBOURGEOIS (42-72-08-31). Claude Végé: 22 h 30. Rel. dim., lun.
LE GRAND EDGAR (43-20-90-09). Bien dégagé autour des oreilles, y'd vous plaît!: 20 h 15. Rel. dim. Carmen Ore: 22 h. Rel. dim.
LES DÉCHARGEURS (42-36-00-02). O. Alors bonjour?: 19 h. L'Étonnante Famille Brovati: 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun. D. Baby Sitting: lun., mar. (dernière) 19 h. Fous-moi la paix avec Gainsbarre: jeu., ven., sam. (dernière) 19 h.
LUCIFÉRIQUE FORUM (45-44-57-54). Théâtre solo. Paroles en costume d'un créateur à un autre: 20 h. Rel. dim. Nous, Théo et Vincent Van Gogh: 21 h 15. Rel. dim. Théâtre rouge. Le Petit Prince: 20 h. Rel. dim. Voulez-vous marier...
maître cherche catholique chauve: 21 h 15. Rel. dim.
MADELEINE (42-64-07-09). Les Pieds dans l'eau: 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
MAISON DE LA POÉSIE (42-36-27-53). D. Lesure-venez-vous: mar. 20 h 30.
MARAIS (43-78-43-53). En famille, on s'arrange toujours: 20 h 30. Rel. dim.
MARIE-STUART (45-08-17-80). D. Live on le Premier: jeu., ven., sam., mar. 20 h 30. Rel. dim., lun. Finis la comédie: mar. 21 h 45.
MARGNY (PETIT) (42-25-20-74). D. La Montagne: jeu., ven., sam., mar. 21 h, sam. 18 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MÉRIEL (42-65-35-02). D. La Chanson d'Amal: ven., mar. 21 h 15, sam. 21 h 30 et 18 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
MOGADOR (42-85-28-80). Cabaret: 20 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
MONTPARNAISSE (43-22-77-74). D. Le Secret: jeu., ven., mar. 21 h, sam. 21 h 15 et 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-76). D. Une soirée pas comme les autres: sam. 21 h 30, mar. 20 h 30, sam. 18 h 30, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
ODÉON (COMÉDIE-FRANÇAISE) (43-25-70-32). Le Marchand de Venise (Festival d'automne à Paris): 19 h 30, dim. 14 h. Rel. dim. soir, lun.
ODÉON (PETIT) (43-25-70-32). O. L'Age de l'information: 18 h (Jeu., ven., sam.).
OEUVE (48-74-42-52). D. Léopold le lion-dimé: mar. 20 h 45. Rel. dim. soir, lun.
PALAIS DES GLACES (46-07-48-93). D. La Madelonne Prout: 21 h, dim. 15 h. Rel. dim. soir, mar.
PALAIS DES SPORTS (48-28-40-90). O. L'Adieu du coureur de Lyon: 14 h, dim. 14 h, sam. 15 h et 20 h 30, dim. 18 h 30, ven., sam., mar. 20 h 30. Rel. jeu., lun.
PALAIS ROYAL (42-97-59-81). D. L'Herminette ou le Réactionnaire amoureux: ven., mar. 20 h 30, sam. 21 h et 17 h 30, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
PARIS-VILLETTE (42-02-02-68). Y'a bon Bambouin: 21 h, dim. 16 h 30. Rel. dim. soir, lun.
POCHE-MONTPARNAISSE (45-48-92-97). Salle à Ruzon: mar. 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
PORTE SAINT-MARTIN (46-07-37-53). D. Le Tasse: ven., mar. 20 h 45, sam. 21 h et 18 h, dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
RANELAGH (42-88-64-44). D. Quand j'étais cinq ans, je m'ai tué: jeu., ven., sam., mar. 20 h 30, dim. 17 h. Rel. dim. soir, lun.

Cinéma

Vous aimez le cinéma.
Vous suivez les festivals.
Vous ne regardez que les films à la télé.
Nous aussi.

Pour le plaisir du cinéma nous vous offrons 4 numéros gratuits

NOM PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL VILLE

Bon à retourner à CINÉMA 88 - 48, rue du Fbg Poissonnière - 75009 Paris - Tél. (1) 42.46.37.50.

CONCERT DE MUSIQUES AFGHANES
Rabab - Noy - Tambour - Table

au bénéfice de Médecins du Monde

Samedi 9 Janvier 1988 à 20 h 30
Fondation Mona BISMARCK
34, avenue de New-York - 75016 Paris
Prix: 78 F

Réservation 3 FNAC et Fondations:
47 23 38 88 (12 h - 19 h)

Exposition de tapis, photos, aquarelles, jusqu'au 14 Janvier.

VOTRE TA...
CE SOU...

LES FILMS TRI-STAR

LES FILMS TRI-STAR

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi dit dimanche-matin. Signification des symboles: * Monde radio-télévision; ** Film à écrier en O; *** Ne pas manquer; **** Chef-d'œuvre ou classique.

Mercredi 6 janvier

TF 1
20.40 Variétés: Sacré soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Avec Nata Mouskouri, Jean-Pierre Foucault, François Valéry, Richard Orléans, Vaya con Dios, Antonio Platis, Richard Clayderman, un clip de Prince...

Jeudi 7 janvier

TF 1
13.35 Fénelon: Haines et passions. 14.20 Fénelon: C'est déjà demain. 14.45 Variétés: La chance aux chansons. Emission de Pascal Sevran. 15.35 Quartet à Valenciennes...

CANAL PLUS

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4652
1 2 3 4 5 6 7 8 9
I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X
XI
élémentaire. Jeune, c'est un bleu. - V. Des hommes qui tranchent. - VI. L'introduit de notions de ferrimagnétisme...

ARTS ET SPECTACLES

THEATRE

SPLENDID SAINT-MARTIN (42-18-21-93). D. Jango Edwards (rédaction).
THEATRE 13 (45-88-16-30). D. Suzanne Andler: ven., sam., mar. 20 h 45, dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.
THEATRE DE DIX HEURES (42-64-35-90). Machis et compagnie: 20 h 15. Rel. lun.

Région parisienne

ANTONY (THEATRE FURBER GEMELI) (46-66-42-74). D. L'Amazone Aïcha: mar., ven., sam., mar. 21 h.
AULNAY-SOUS-BOIS (ESPACE JACQUES PREVEYER) (48-68-00-22). D. Le Nègre: 18 h.

VOTRE TABLE CE SOIR
DINERS AVANT SPECTACLE
FLORA DANICA 43-59-20-41. 142, Champs-Élysées. Tous les jours. J. 22 h.
DINERS
RIVE DROITE
JOHN JAMESON 10, rue des Capucines, 2°. 40-15-00-30/40-15-08-08. T.J.
RELAIS BELLMAN 47-23-54-42. 37, rue François-1er, 8°. F. sam., dim.

SOUPEURS APRES MINUIT
ALSACE A PARIS Tous les jours. NOUVEAU DÉCOR. 43-26-89-36. 9, pl. Saint-André-des-Arts, 6°. Salons. CHOUCROUTES, GIBIERS, POISSONS. Dégustations d'huîtres et coquillages.
LA TOUR D'ARGENT NOUVEAU DÉCOR. VUE PANORAMIQUE - JARDIN D'HIVER. 11, rue de Valenciennes. T.J., de 11 h à 2 heures du matin. BUFFETS À EMPORTER OUV. par Téléc.
DINERS-SPECTACLES
EL BURKOUITTO 47-00-90-79. 44, bd Voltaire, 11°. T.J., jusq. 4 h du mat.

ARTS ET SPECTACLES
D'Offenbach: « Daphnis et Chloé », orchestration de P. Mios et « Tle de Tuligant », orchestration de L. Danoy de Scognozzo, mise en scène de M. Jacquemont et chor. de E. Drach. De 180 F à 50 F, de 11 h à 19 h. FNAC + agences.

ARTS ET SPECTACLES
ALPHA DU LION (42-39-22-38): Haydée Aïcha, jusqu'au 9 janvier, 23 h, mar., jeu., ven., sam., dim. de 19 h à 21 h.
CAFFÈ DE LA DANSE (48-05-57-22): Juliette Gréco, 20 h 30, lun.

ARTS ET SPECTACLES
ALPHA DU LION (42-39-22-38): Haydée Aïcha, jusqu'au 9 janvier, 23 h, mar., jeu., ven., sam., dim. de 19 h à 21 h.

ACLES
Vous aimez le cinéma? Vous savez les films à la télé? Vous aimez regarder les films à la télé? Nous aussi.
Pour le plaisir du cinéma nous vous offrons 4 numéros gratuits.
CONCERT
Musiciens Afghanes
du 10 au 14 novembre - Table
Année 1988 - 20 h 30
Musiciens Afghanes
de New-York - 75016 Paris
Prix: 78 F
Musiciens Afghanes et Fondations
du 10 au 14 novembre - 19 h
Musiciens Afghanes et Fondations
du 10 au 14 novembre - 19 h

سكننا في الليل

هكذا من الاجل

Le Monde INTERNATIONAL

Le Monde CADRES



LA COMISION DE LAS COMUNIDADES EUROPEAS... A COMISSÃO DAS COMUNIDADES EUROPEIAS... ADMINISTRADORES PRINCIPALES... Administradores Principais... Commission des Communautés européennes, Division Recrutement, rue de la Loi 200, B-1049 BRUXELLES, Tel.: 02/235.11.11.

SPECIALISTE IMMOBILIER... GRANDE BANQUE INTERNATIONALE Recherche SPECIALISTE IMMOBILIER... âge 25/40 ans Niveau Licence en Droit... Adresse C.V. détaillé avec photo et prétentions salariales en précisant la réf. M 17 sur l'enveloppe à : L et A, 33, rue Vernet 75008 PARIS.

TECH. ÜBERSETZER/IN... Premier groupe chimique européen, nous recherchons pour notre service Marketing/Pigments un traducteur technique de haut niveau - ESIT, ISIT... BASF France 140, rue Jules Guesde 92300 LEVALLOIS PERRET

L'Office européen des brevets, à Munich cherche un Spécialiste en organisation... et un Concepteur de systèmes... Nous cherchons des candidats titulaires d'un diplôme sanctionnant des études universitaires complètes, et possédant une expérience professionnelle reconnue de plusieurs années dans le domaine ciblé.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SUISSE DE COMMERCE INTERNATIONAL... recherche pour ses activités EN RÉPUBLIQUE DE GUINÉE (CONAKRY) un HOMME D'AFFAIRES... Cdt. Messidor 7, Case Postale, CH-1002 LAUSANNE (Suisse).

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ES.I.E.A. RECHERCHE... UN ASSISTANT EN INFORMATIQUE... 2 PROFESSEURS D'INFORMATIQUE... REVUES CAMPING CAR et LE CARAVANIER... RÉDACTEURS... DEMANDES D'EMPLOI

GOODYEAR... The world's largest tire manufacturer is a diversified company which produces and sells a broad spectrum of rubber, chemical and plastic products... Technical Graduates... Please send your C.V. to: GOODYEAR S.A. c/o Employee Relations Dept. 7750 COLMAR-BERG Grand-Duchy of Luxembourg.

L'IMMOBILIER... appartements ventes... bureaux... locations non meublées demandées... propriétes... viagers... L'AGENDA

propiétes... viagers... L'AGENDA... Bijoux... Vacances... Cours... DOMICILIATION & BIEN-ÊTRE

Vertical text on the right edge of the page, partially cut off.

Marchés financiers

BOURSE DU 6 JANVIER

Cours relevés à 14 h 56

Main market table with columns for 'VALEURS', 'Cours', 'Précédent', and 'Différence'. Includes sub-sections for 'Règlement mensuel' and various stock listings.

Comptant (révision) and SICAV (révision) 5/1

Table of exchange rates and SICAV (mutual funds) data, including columns for 'VALEURS', 'Cours', and 'Précédent'.

Cote des changes and Marché libre de l'or

Table of gold prices and exchange rates, including columns for 'MARCHÉ OFFICIEL', 'COURS', and 'COURS DES BILLETS'.

LA BOURSE SUR... 36-15 TAUX... Options négociables 9-01-88 à 17 heures

MATIF... Options d'achat... Options de vente

INDICES... BOURSES... INTERBANCAIRE DES B...

BOURSE... Cote des changes... Marché libre de l'or

BOURSE... Cote des changes... Marché libre de l'or

Handwritten signature or stamp at the bottom of the page.

